

Evolution de la prise en compte de la dimension sociale dans les interventions en bidonville sous le gouvernement d'alternance *

Les dimensions sociale et humaine du changement ont été largement mises en évidence depuis les années soixante-dix tant au sein des cénacles spécialisés de sciences sociales qui y travaillaient en termes théoriques que dans les cercles élargis (et hors champ disciplinaire précis) concernés par la réflexion ou l'action sur les problèmes du développement. Pour autant, la mise en oeuvre de programmes ou de politiques à même de prendre en considération de manière réellement concrète ces dimensions-là, s'est faite plus ou moins attendre, un peu partout dans le monde et de manière très inégale selon les "champs" de développement considérés.

Au Maroc, par exemple, ces dimensions semblent avoir été prises en considération de manière plus précoce dans le développement rural que dans les aménagements urbains. Sans doute parce qu'intervenir dans le monde rural croisait forcément toujours de manière brutale et visible les questions de la production de ressources, de l'activité, de la survie... alors que l'aménagement urbain, les programmes d'habitat, les interventions en bidonville ont privilégié les aspects sectoriels, techniques et spécialisés: la tendance fut assez souvent de ne traiter que le problème physique en sous-estimant les imbrications manifestes que ce dernier entretenait avec tout le reste de la sphère économique, sociale, culturelle, un peu comme si on considérait les habitants comme une masse de salariés "standard", seulement demandeurs d'un *logement*.

Certes, la destination officielle de maintes actions entreprises par le passé a bien été un ensemble particulier de populations qui accusait un retard manifeste par rapport aux ambitions modernisantes de l'Etat "développeur". Mais faute de voir, d'écouter ou de reconnaître les spécificités sociales, économiques, culturelles de la demande urbaine émanant d'une large partie des habitants *actuels et potentiels* des villes marocaines, ces ambitions ont, de manière croissante, montré leur inadaptation qualitative: marquées d'une forte propension ou préférence pour un changement *top-down*, elles ont produit de manière paradoxale de l'intégration pour certains et beaucoup

Françoise Navez-Bouchanine

Sociologue, directeur de recherche CNRS, Laboratoire Urbama, Tours, France (fnb@club-internet.fr)

* Cet article concerne la prise en compte de la dimension sociale dans les projets en bidonville. Précisons qu'il s'agit là d'un des nombreux chantiers lancés par le secrétariat d'Etat à l'Habitat au cours de ce mandat et que la présente analyse s'y réfère exclusivement. L'auteur a été associée à ce chantier dès sa conception et c'est à ce titre que ces éléments d'évaluation sont ici esquissés.

(1) Cf. sur ce point, entre autres, les travaux du Forum mondial urbain (UNCHS) tenu à Marrakech en octobre 2001, et notamment le rapport introductif sur les villes "inclusives", site internet unchs.org/ifup/conf

(2) Dans le sens où, pour maintenir des villes "bien faites" et gérables, on tente désespérément de maîtriser la croissance par des mesures de réduction des surfaces urbanisables et où, parallèlement, la mise en service de celles qui sont destinées à l'urbanisation reste infiniment lente.

(3) Promesses d'éradication définitive des bidonvilles mais sans nécessairement aligner les moyens ni la volonté politique de les réaliser, notamment en raison d'une absence de vision préventive.

(4) Cf. H. Iraqi, 2001 *in Actes de l'atelier des 20 et 21 mars 2001*, Secrétariat d'Etat à l'Habitat, Direction de l'Habitat social et des Affaires foncières, Rabat, 2002, p. 20 ; A. Ouedghiri et M. Hassis, *in Aourach*, n° 16, avril 2002, p. 3.

d'exclusion pour d'autres, comme un peu partout dans le monde (1). Le caractère hautement malthusianiste (2) du développement urbain mis en œuvre a, par ailleurs, accentué le décalage et l'inadaptation, cette fois quantitatifs, par rapport à cette demande forte de *ville et d'urbanité* qui caractérise la société marocaine de la fin du 20^e siècle.

Aussi, lorsque le Secrétariat d'Etat à l'Habitat a cherché à concrétiser l'esprit de l'Alternance en s'engageant, dès 1999, dans la réalisation d'un bilan critique des interventions antérieures en bidonville en privilégiant la clé d'entrée sociale, au sens large du terme, on peut dire que la perspective adoptée sortait vraiment de l'ordinaire. Politiquement, c'était sans conteste un signe fort sur le plan de la gestion du secteur, c'était également la preuve d'un courage tant cette perspective pouvait sembler à contre-courant. Cette rupture dans la manière d'aborder les problèmes pouvait toutefois s'appuyer sur le lien de plus en plus complexe que constataient certains acteurs publics entre objectifs spatiaux poursuivis et absence de réponse aux demandes sociales, ce qui mettait ce gouvernement face à une *urgence* politique manifeste : en lieu et place des améliorations promises notamment à la fin de la décennie 80 (3), les bilans quantitatifs affichaient au contraire une recrudescence des problèmes. Il avait d'ailleurs parfois suffi, notamment pour des villes comme Tanger, Rabat ou Casablanca, de considérer enfin la grande agglomération pour réaliser que non seulement les anciens bidonvilles intra-muros n'avaient pas été éradiqués, mais que, de plus, de nouvelles implantations, de bidonvilles et d'habitat illégal, avaient fleuri en périphérie... Si les premiers bilans officiels des actions de la décennie 80 semblaient ainsi favorables, montrant que de 10% de ménages bidonvillois sur l'ensemble de la population urbaine en 1982, on était, passé à 6,7 % en 1992, ceux dressés par la suite se montrèrent plus alarmistes (4).

Cette nouvelle volonté politique entraîna logiquement (et parmi d'autres effets que le présent papier n'abordera pas mais qui mériteraient également analyse) une réflexion de fond sur la conception et la conduite des projets. Que visait cette dernière et que peut-on dire de son déploiement au cours des trois dernières années ? Quelles concrétisations cette réflexion de fond a-t-elle induit ? Quel est notamment le degré de mise en œuvre de la *maîtrise d'ouvrage sociale*, notion qui a résumé de manière un peu emblématique la volonté de prise en compte de la dimension sociale ? Quel est son avenir dans la perspective des changements politiques susceptibles d'intervenir à l'automne 2002 ? Ce vaste chantier ouvert depuis 1999 a-t-il servi à poser des jalons suffisants pour que désormais les démarches d'intervention dans les bidonvilles ou dans l'habitat clandestin soient à jamais "différentes", quelle que soit la "suite" politique au gouvernement d'Alternance ? Est-ce seulement ce caractère de chantier ardu (d'autant plus lourd à mettre en œuvre qu'il touche avant tout aux mentalités et aux routines et codifications établies de l'action publique) qui conduit à se poser des questions sur l'avenir de cette réforme ? Y a-t-il d'autres hypothèses à explorer pour réfléchir à l'avenir de

cette dernière et aux risques de réversibilité qu'encourent les préoccupations sociales dont elle est porteuse ? C'est ce que tente d'explorer cette contribution.

1. La décision d'évaluer les politiques passées, du point de vue de leurs effets sociaux, a constitué pour le Maroc le signe d'une volonté nouvelle de modification dans les perspectives des politiques urbaines.

Certes, quelques évaluations antérieures avaient bien pris en considération certains indicateurs sociaux. Dans quelques rares cas, on peut même dire que la préoccupation avait été présente dès l'amont du projet. Enfin, nombre de projets concrets avaient dû, au moment de leur réalisation, sérieusement compter avec la résistance des habitants à certaines dispositions et avaient donc été amenés à trouver des compromis tardifs, souvent un peu "bricolés" avec les intéressés. La préoccupation sociale n'était donc pas totalement nouvelle. Mais le changement venait du fait que cette fois, elle était au cœur d'une démarche qui marquait bien une *rupture*, tant avec les analyses antérieures que le secteur portait sur lui-même qu'avec les liens que ces dernières étaient supposées avoir avec les orientations politiques, avec les décisions et avec l'action quotidienne: voulues par le Secrétariat d'Etat à l'Habitat, les évaluations n'avaient de sens que subordonnées à la volonté de réorientation de l'action sous ce nouvel angle d'attaque et à la lumière des leçons tirées de ces expériences analysées.

En ce qui concerne les bidonvilles, trois disciplines (urbanisme, sociologie, économie) étaient conviées à donner leurs regards croisés sur ces politiques ; la dimension sociale n'était donc pas isolée ou réduite à quelques indicateurs élémentaires, mais regardée dans un cadre global et en accordant toute leur importance aux conditions techniques et institutionnelles de conception et réalisation des projets. Quant à la formulation de l'objet formel de l'étude, elle était le résultat d'un processus de discussion directe entre le commanditaire et les chercheurs en sciences sociales, discussion qui avait abouti à la formulation de termes de référence consensuels entre ces deux mondes pourtant jusque là plutôt éloignés. Enfin, cette démarche critique limitée aux seules interventions en bidonvilles, était conduite *dans une ambiance générale d'évaluation et de recherche de nouvelles réponses à d'anciens problèmes*. Par exemple, on peut renvoyer au travail mené au même moment sur la redéfinition des méthodes d'intervention pour la résorption de l'habitat insalubre (direction de l'Habitat social et des Affaires foncières/Cabinet Altius et Debbi, 2000). De manière plus large encore, cette démarche émanant du secrétariat d'Etat à l'Habitat était contemporaine d'une dynamique générale de reconstitution d'un grand Ministère en charge de toutes les formes d'intervention sur les questions socio-spatiales cruciales auxquelles la société marocaine était confrontée (5).

En ce qui concerne le champ plus strictement délimité dans lequel cette réflexion sur les bidonvilles s'est déployée, notons rapidement que celle-ci fut

(5) Les départements en charge de l'Aménagement, de

l'Urbanisme et de l'Environnement, rattachés au ministère de l'Intérieur en 1986, en avaient été à nouveau séparés pour reconstituer avec le Secrétariat d'Etat à l'Habitat une configuration assez semblable à la situation qui avait prévalu entre 1972 et 1986. Cette recomposition s'est accompagnée d'un effort de réflexion critique et de réforme à un niveau beaucoup plus large. Cf. notamment les ateliers menés par les départements de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pendant les années 1999-2000.

(6) Divers acteurs publics (techniques ou autorités), élus, associations représentant les populations, professionnels privés, organes de coopération...

(7) Cf. N. Lahbil-Tagemouati, *Compte-rendus des ateliers*, inédit, direction de l'Habitat social et des Affaires foncières, 48 p., 2000. Cf. aussi la partie « Ateliers locaux » in *Habitat insalubre au Maroc, travaux*

d'abord engagée comme une évaluation classique, relayant le souci de comprendre les échecs quantitatifs et matériels enregistrés par les politiques menées jusque-là, à savoir : décalage constant entre projections et réalisations; essoufflement d'une approche centrée sur le curatif et négligeant la prévention; ré-émergence de "foyers actifs" au fur et à mesure que d'anciens foyers sont jugulés, etc.

Sous le vocable de *bilan critique*, trois composantes ont toutefois nourri l'analyse et permis quelques premiers constats, livrés à l'automne 1999. Les deux premières composantes furent assez classiques dans leur mise en œuvre :

- une relecture critique de toutes les études passées ayant porté sur des interventions en bidonville, avec la mise en évidence d'une part, des appréciations qu'elles avaient soulevées et des critères qui permettaient ces appréciations et, d'autre part, de la faiblesse des indicateurs destinés à mesurer les effets sociaux réellement produits par ces interventions ;

- des interviews, individuelles et collectives des différents acteurs publics et privés qui avaient été impliqués, de l'amont à l'aval de ces interventions, pour recueillir l'analyse qu'ils en faisaient et les facteurs qui leur paraissaient les plus importants à prendre en considération dans la perspective d'un changement de politique.

La troisième composante se distinguait toutefois plus nettement des travaux préalables ; il s'agissait en effet d'*ateliers de débat public* réunissant tous les protagonistes de ces interventions (6) ainsi amenés à confronter leurs points de vue sur la conception, la réalisation et le devenir de ces dernières. Nourrie par les deux étapes précédentes, elle avait pour but de favoriser une analyse collective, à *haute voix*, fait très nouveau puisque les remarques les plus critiques sur les actions passées ne pouvaient jusque là s'exprimer que dans des circuits fermés...

Ainsi, quand, en septembre 1999, ces ateliers menés dans sept villes (Casablanca, Rabat-Salé, Tanger, Marrakech, Agadir, Fès, Taza) abordèrent, avec une liberté totale d'expression, des questions rarement débattues en public (relatives, entre autres, à la place résiduelle laissée aux populations dans tout le processus de projet ; aux effets paradoxaux engendrés par les *petits jeux* de certains représentants de l'autorité, de certains notables locaux, voire de certains techniciens ; à l'inadaptation des projets aux conditions sociales, économiques, culturelles des catégories de population pourtant officiellement visées par le projet ; au manque d'urbanité des nouveaux quartiers de logements engendrés par les opérations de recasement (7)), la démarche apparut vraiment novatrice et le fort désir de réforme qui la sous-tendait s'imposa comme une évidence.

Face à la constance dans la répétition des attitudes et des modes de faire passés, elle pouvait même apparaître comme révolutionnaire. En effet, la volonté alors affichée de désormais *prendre davantage en compte le social* (8) dans toute la démarche d'intervention, de l'identification du projet à sa mise en œuvre sur le terrain, était en rupture totale avec la philosophie habituelle

d'intervention : cette dernière était en effet caractérisée par une conception où le rationnel, le technique, l'économique – quand ne s'interposaient pas des facteurs purement circonstanciels ou opportunistes – l'emportaient sur tout autre considération.

2. Toutefois, le passage d'un diagnostic incriminant l'absence de prise en considération du social à la mise en place de dispositifs permettant d'intégrer cette dimension dès l'amont des projets s'avéra plus difficile et surtout plus lent à opérationnaliser que ce que pouvait suggérer la teneur des débats en ateliers. Au terme de ces différentes évaluations, de nombreuses recommandations avaient émergé (9), portant sur divers aspects des projets. Je ne reviendrai ici que sur celles qui concernaient de manière centrale la prise en compte du social. Un des éléments les plus remarquables est que les recommandations liaient l'émergence possible de cette prise en compte à un ensemble d'autres changements :

- une amélioration des méthodes de conception et de conduite des projets, avec un double accent mis sur la modification des angles d'attaque du procès de conception et sur l'implication des bénéficiaires ;

- un processus de décentralisation avancé, y compris en termes d'études et de planification urbaines et une institutionnalisation du partenariat, décliné sous divers modes, mais accordant notamment une place importante aux acteurs locaux ;

- enfin, une évolution impérative des référents, y compris réglementaires bien sûr, de l'urbanisme et de la planification urbaine. Pour ces deux dernières perspectives, l'idée d'une charte nationale, à la fois cadre de conventionnement entre acteurs et nouvelles dispositions réglementaires, était esquissée.

En ce qui concerne plus particulièrement le procès d'identification et de formulation de projet (a priori plus facile à modifier puisque le changement pouvait être mis en oeuvre par le département initiateur de la réforme (10)), ces recommandations soulignaient avant tout *la nécessité de faire pénétrer la prise en compte du social au sein de la maîtrise d'ouvrage*. Sensibilisation et formation de la maîtrise d'ouvrage actuelle apparaissaient toutefois non seulement nécessaires mais incontournables pour assurer cette évolution, en raison des caractéristiques et compétences professionnelles des opérateurs publics (11).

Si, sous leur formulation écrite, les recommandations du bilan critique restaient prudentes à cet égard, elles se diffusèrent et furent en quelque sorte "popularisées" en empruntant beaucoup au vocabulaire technique habituel des projets : dès que l'esprit de réforme s'était exprimé – et donc avant même que les évaluations aient été débattues – une notion avait commencé à circuler au sein du Secrétariat d'Etat, *la maîtrise d'ouvrage sociale* (MOS). Renforcée par les échanges de coopération avec la France comme par les résultats du bilan critique, cette notion devint assez vite l'expression emblématique de la volonté de changement qui avait inspiré la politique de SEH.

préparatoires pour de nouvelles approches, secrétariat d'Etat à l'Habitat, direction de l'Habitat social et des Affaires foncières, Rabat, 2002, p. 44 et suiv.

(8) Cette formulation un peu vague prendra plus de consistance dans les pages qui suivent. Signalons toutefois qu'il s'agit bien de privilégier, dès l'identification d'un "problème" et des solutions qui pourraient y être apportées par les politiques publiques, les dimensions sociales des situations traitées, ce que M. Cernea a appelé, à propos des projets de développement rural, le *Putting people first* (Oxford University Press/World Bank, 1985). Les approches classiques ont tendance à privilégier au contraire les dimensions physiques ou spatiales, formulant les projets à partir des écarts entre la réalité urbaine et l'idéal (la norme) entrevu et donné comme objectif à atteindre : dans un tel contexte, toute analyse du social apparaît totalement subordonnée à la formulation première d'un problème urbain (de sous-équipement, d'insalubrité, de désordre urbain...) et tend donc à réduire, au mieux, l'analyse sociale à des questions strictement contingentes aux seuls problèmes matériels identifiés. Quant aux manières de rendre effective cette prise en compte, elles sont plurielles et discutables, aucune ne permettant véritablement de l'atteindre complètement.

L'évaluation des difficultés rencontrées à travers le monde par les "manières" les plus répandues – l'expertise en amont, l'ingénierie sociale d'accompagnement des projets et la participation des habitants – permet de mesurer l'importance du défi ainsi posé.

(9) Cf. F. Navez-Bouchanine, *les Interventions en bidonville au Maroc. Une évaluation sociale*, secrétariat d'Etat à l'Habitat, Publications de l'ANHI, 2002, p. 41 et suivantes.

(10) A la différence des autres qui exigeaient une mobilisation d'autres acteurs, lesquels n'étaient pas nécessairement sensibilisés ou disposés à co-agir.

(11) La maîtrise d'ouvrage actuelle est essentiellement constituée de profils techniques et gestionnaires. Les disciplines et profils aptes à véhiculer une prise en compte *compétente* (c'est-à-dire qui n'en reste pas aux seules bonnes intentions et aux recettes du bon sens...) du social sont rares ; de plus, elles ont, par le passé, été souvent confinées à des tâches de pure administration, qui ont en quelque sorte désamorcé leur identité disciplinaire.

(12) L'idée de ces rencontres thématiques était d'approfondir les premiers débats publics (qui avaient réuni tous les acteurs autour des projets d'une même ville) en favorisant cette fois le

On doit toutefois noter que *les ateliers thématiques* menés au cours de l'hiver 1999-2000 – dont l'objectif était d'approfondir de manière sélective l'analyse des situations passées ainsi que d'explorer les perspectives pratiques de la réforme – se positionnèrent de manière plus timide sur cette question (12). Certes, ces ateliers continuèrent à porter des critiques précises à plusieurs niveaux, de l'institutionnel au social, et ils formulèrent de nombreuses recommandations pratiques. Mais sur la question de la maîtrise d'ouvrage sociale, l'appropriation fut plus lente. La lecture des recommandations de ces ateliers (*op. cit.*, p. 127 et suiv.) montre par exemple que la dimension sociale des projets continue à occuper une place secondaire par rapport aux préoccupations foncières, techniques ou gestionnaires... Par ailleurs, ces ateliers renvoient surtout cette prise en compte du social au *développement du mouvement associatif*. Marquée au coin du bon sens, cette orientation comporte de nombreux risques dans un contexte où l'association est nouvelle, comme le sont les pratiques et la culture (collectives comme publiques) dans lesquelles elles se développent. Les risques sont connus à travers les exemples internationaux, mais les plus récurrents sont d'une part de rester dans l'ordre incantatoire et d'autre part, de n'engager que de simples changements formels. Une recommandation aborde toutefois directement bien la question de l'incorporation de *connaissances du social* dans l'élaboration des stratégies. Mais il s'agit d'une approche statique encore très marquée par le poids du passé, où l'observation d'indicateurs semble suffisante à nourrir une nouvelle réflexion stratégique.

On comprend par là qu'il n'est pas si évident, pour les milieux traditionnellement concernés par la résolution des problèmes de bidonvilles, et même avec une forte volonté politique, de passer d'un diagnostic courageux, mettant en cause l'absence de prise en compte du social et ses effets négatifs sur l'évolution des projets, à des propositions novatrices sur la manière d'y remédier désormais. Mais cette étape est également révélatrice d'un des problèmes de fond qui continue à traverser cette réforme : un tel changement ne peut s'appuyer sur de simples modifications de normes, de règles ou de procédures techniques ou administratives, il requiert un profond changement dans les mentalités et l'on sait que ce sont là les changements qui prennent le plus de temps et qui nécessitent que toutes les composantes de la société y adhèrent.

Par ailleurs, bilan critique et ateliers thématiques ne représentaient qu'une partie de l'évaluation engagée. Une autre, dite *bilan empirique*, retardée en raison de la tenue des ateliers thématiques, mobilisa moins le débat public. L'exercice s'y prêtait évidemment peu : il avait en effet pour objectif central de recueillir, auprès des populations directement ou indirectement concernées, leurs propres évaluations des améliorations d'habitat dont les bidonvillois avaient « bénéficié », de cerner les effets sociaux directs ou indirects de ces interventions, et enfin d'écouter la vision des habitants sur les politiques urbaines et les attentes qu'ils nourrissaient à l'égard de ces

dernières. Cette approche nécessitait un travail plus proche de la recherche classique, avec plus de recul, pour éviter au maximum les risques de surenchère auxquels auraient pu donner lieu des confrontations directes entre acteurs publics et populations dans cette conjoncture bien nouvelle d'accès à la parole et à la démocratie.

Ce bilan, mené de mars 2000 à mars 2001, mit avant tout en évidence les effets concrets – sur les concernés mais également sur le déroulement des projets eux-mêmes- d'une trop faible prise en compte tant des conditions de vie, habitudes et possibilités que des représentations et attentes de ces populations. Certes, cette faiblesse ne se manifestait pas dans tous les sites étudiés de la même manière, et elle apparaissait en outre avec des intensités diverses selon les cas, mais on la retrouvait bien présente dans tous les projets étudiés (7 sites ayant bénéficié de projets – de restructuration, de recasement, de relogement –). On la retrouvait aussi de manière indirecte mais non moins évidente dans 3 sites qui, n'ayant connu aucune intervention, étaient toutefois concernés de très près soit par des projets avortés soit par des interventions proches.

Les résultats de ce bilan empirique ne connurent pas non plus une même diffusion/circulation que le bilan critique. A l'absence de débat public et à la plus faible implication corollaire des acteurs publics – toutes deux liées à la nature de l'exercice – il faut ajouter de nombreuses raisons conjoncturelles à cette situation (13). Mais au moins une raison tenait au contenu-même du bilan : l'abondance, la complexité mais aussi la diversité des constats opérés empêchaient une systématisation rapide et générale. Par exemple, aucune formule de "prêt-à-agir" ne pouvait en sortir. Si des conclusions globales en étaient facilement extractibles en termes de diagnostic, il n'en allait pas de même pour l'ensemble des conclusions pratiques relatives à un type d'intervention, un contexte, une ville donnés...

Le bilan révélait donc la nécessité d'un *double maillon manquant*, capital pour la démarche : d'une part, un travail de traduction en termes opérationnels qui ne pouvait trouver son sens que mené avec les opérateurs eux-mêmes et d'autre part, un travail d'application à ajuster empiriquement en fonction de chaque site ou "problème" identifié. Travail immense, pour lequel manquaient tant les ressources humaines que le temps –précieux et non divisible à l'infini – des opérateurs appelés à gérer, parallèlement, bien d'autres dossiers !

Trois palliatifs furent alors pragmatiquement et progressivement mis en place par le secrétariat d'Etat à l'Habitat :

- l'inscription de ce travail de traduction au cœur des processus de formation ;
- la formulation de nouvelles procédures d'identification et de montage de projets faisant une part substantielle au social ;
- et enfin, la mise en place de projets-pilote où ces dernières seraient "testées".

débat entre acteurs identiques opérant en des lieux différents : opérateurs publics, promoteurs, professionnels, mouvement associatif étaient ainsi appelés à débattre dans leurs propres "corps". Un atelier devait également réunir les élus, mais il ne put avoir lieu en raison des difficultés d'articulation entre les ministères concernés. Cf. « Rencontres thématiques », in *Habitat insalubre au Maroc, travaux préparatoires pour de nouvelles approches*, op. cit., p. 77-135.

(13) Notamment une surcharge en missions spéciales et lourdes des départements et services concernés.

Chacune de ces trois "réponses" mériteraient bien entendu une analyse détaillée sous une double question : ce qu'on peut en attendre en théorie (donc en quelque sorte le champ des "possibles", notamment à la lumière des expériences internationales) et la manière dont les choses se sont déroulées en pratique. Le présent papier ne pouvant aller à ce niveau de détail, je n'aborderai ici que la seconde approche et exclusivement sur les éléments offrant un recul nécessaire à une première analyse (14).

(14) Non sans rappeler de manière très synthétique que les deux dernières réponses méritent une approche critique assez poussée sur le fond, en raison des risques d'isolement et de manque d'articulation réel aux projets quotidiens... qui conduiraient alors à définir une maîtrise d'ouvrage sociale additive, un peu comme une cerise sur le gâteau, et donc plus ou moins "désamorcée" quant aux effets réels qu'elle peut avoir sur la maîtrise d'ouvrage en général.

3. La maîtrise d'ouvrage sociale : mobilisation forte autour d'une notion floue ?

Comme on le soulignait plus haut, la rupture à introduire en matière de prise en compte des habitants avait été diffusée et vulgarisée sous l'appellation *maîtrise d'ouvrage sociale* (MOS dans la suite du texte). Rassurante pour les uns, par son vocabulaire "technique", elle était toutefois relativement déstabilisante pour la plupart des techniciens et cadres car elle suggérait une réelle inversion des *valeurs* dans les montages de projets, d'une part, et remettait en cause les routines bien rôdées qui permettaient aux agences publiques de réaliser, au moins matériellement, une partie des opérations projetées, d'autre part.

Divers arguments avaient ainsi été avancés pour rejeter toute modification des processus. Trois d'entre eux constituaient toutefois le socle le plus fondé de la résistance à la réforme :

- le social ne relève pas de la responsabilité d'un département voué à la résolution des problèmes d'habitat ;
- le social n'est pas notre métier et nous n'avons pas la compétence pour l'introduire ;
- prendre en compte le social allongera considérablement les délais de réalisation et fera capoter l' équilibre déjà très fragile entre demande et réalisations.

Or, la décision de faire avancer la mise en œuvre de la réforme, notamment par l'énoncé de nouvelles procédures, avait déjà été prise au plus haut niveau : elle découlait en effet très logiquement de la volonté de changement qui avait précédé et justifié les différentes approches évaluatives. Il devenait donc urgent à la fois de désamorcer les résistances mais aussi de préciser ce qui était véritablement entendu et recherché à travers cette réforme en termes de démarche et d'angle d'attaque des projets.

En effet, d'une part, le caractère plutôt technique du vocable utilisé contrastait avec un certain flou qui continuait à entourer son contenu pratique. Pour les uns, la maîtrise d'ouvrage sociale existait; c'était une boîte à outils codifiée, qu'il suffisait d'incorporer aux processus en cours pour les améliorer. Pour d'autres, les expériences de maîtrise d'ouvrage sociale connues par d'autres pays constituaient des ajustements particuliers d'un esprit, d'une démarche : intéressantes comme documentation, elles ne pouvaient en aucun cas être importées dans un contexte où toutes les conditions – sociales, économiques, institutionnelles et politiques- étaient si différentes.

D'autre part, l'imposition de nouvelles procédures, contraignantes pour les techniciens –contraignantes dans la mesure où aucune formulation de projet ne pourrait désormais aboutir sans passer par elles- soulevait à juste titre, chez les cadres pourtant les plus motivés, de nombreuses interrogations : sur la rareté des compétences mobilisables dans la mise en œuvre de ces procédures au niveau national et sur l'efficacité de mesures imposées auxquelles nombre de cadres n'adhéraient pas encore totalement. Sur ce dernier point, l'expérience de grands organismes autrement dotés en compétences, comme la Banque mondiale, pouvait en effet attirer l'attention sur les risques qu'encourent de simples accomplissements matériels de procédures qui, au fond, n'ayant pas réellement *convaincu* ceux qui prennent les décisions pratiques *in fine*, ne peuvent pas vraiment non plus atteindre les objectifs poursuivis.

Pour résoudre ces problèmes et diminuer les incertitudes, un atelier fut donc réuni en mars 2001 : entièrement consacré à la maîtrise d'ouvrage sociale, il avait pour objectif d'ouvrir plus largement le débat et de préciser les positions, attentes et possibilités en la matière. Il réunissait une soixantaine de participants marocains et français – cadres du secrétariat d'Etat à l'Habitat et de l'administration française, professionnels, chercheurs, membres d'associations.

Le discours d'ouverture de l'atelier, prononcé par le Secrétaire d'Etat, fut sans ambiguïté : volonté de rupture avec les démarches passées; nécessité impérieuse de considérer l'habitant-citoyen; volonté de redéfinir des stratégies d'intervention calibrées en fonction des caractéristiques de la demande sociale ; introduction de *réflexes de responsabilité* qui permettent d'atteindre ces objectifs en évitant toutefois de tomber dans le populisme ou la démagogie. Ces positions témoignaient, bien au-delà de la seule question d'intervention en bidonville (dimension seulement curative), d'une forte volonté préventive. La concrétisation de cette volonté apparaissait à deux niveaux :

- création d'une entité administrative pour diffuser les objectifs de prise en compte du social (15), avec entre autres l'inscription du *devoir de rendre compte* des résultats en termes d'intégration sociale et urbaine ;
- définition d'une loi sur le partenariat et l'action solidaire pour la lutte contre l'habitat insalubre.

Quant aux travaux de cet atelier, ils étaient directement centrés sur les questions de définition, de champ d'application, de méthodes...de la maîtrise d'ouvrage sociale, mais de manière plus large, ils exploraient aussi ce que voulait dire un engagement dans cette optique, ce qu'on pouvait tirer de certaines expériences passées, et ce que cela impliquait en termes d'engagement futur. Les différents exposés, nationaux ou étrangers, reflètent assez bien le statut *encore à l'étude* des réflexions engagées sur la MOS marocaine et soulignent également bien la complexité de la réforme à entreprendre.

(15) « Il ne s'agit pas là d'une rupture mais d'une intégration douce d'une nouvelle façon de faire dans une ancienne pratique plutôt technocratique », (M. Mbarki, Discours d'ouverture, Atelier MOS, mars 2001 in *Actes de l'atelier des 20 et 21 mars 2001*, secrétariat d'Etat à l'Habitat, direction de l'Habitat social et des Affaires foncières, Rabat, 2002, p. 9).

(16) Cf. les parties "Débat" publiées in *Actes de l'atelier des 20 et 21 mars 2001*, secrétariat d'Etat à l'Habitat, direction de l'Habitat social et des Affaires foncières, Rabat, 2002, p. 39 et suiv. ; p. 58 et suiv. ; p. 82 et suiv.

Mais ce sont surtout les débats qui les suivent qui sont extrêmement intéressants (16) : riches en pistes de réflexion et d'action, ils montrent surtout, qu'au moins en ce qui concerne les personnes présentes, l'adhésion mentale au changement s'est, d'une certaine manière, "déclenchée". Les réticences ne s'expriment en effet que sur les voies et moyens de la mise en œuvre.

Sur ces derniers, toutefois, on voit bien apparaître quelques divergences fondamentales qui témoignent des difficultés et du besoin de *temps long* qu'une telle réforme nécessite. Ces divergences annoncent aussi, d'une certaine manière, les difficultés de la mise en œuvre. Je n'en retiendrai que les plus marquantes :

- des positions qui soulignent l'importance de l'Etat – son rôle d'incitateur, voire d'initiateur, et de régulateur – opposées à d'autres, qui rabattent l'essentiel d'un changement réel sur la seule initiative locale, loin de toute intervention étatique ;

- une maîtrise d'ouvrage sociale du début à la fin du processus (mais prenant un ancrage très résolu dès l'identification des projets) *versus* un travail plus proche de *l'accompagnement social* de projets qui resteraient conçus de manière assez classique ;

- une mise en œuvre faisant appel à *l'ingénierie sociale* opposée à une mise en œuvre requérant la seule *participation directe*, comprise comme automatique et allant de soi dès lors qu'ONG ou associations seraient présentes ;

- l'insistance sur l'impact stratégique d'une mise en œuvre initiée par des projets-pilotes contre l'appel à une pensée réformatrice qui serait d'emblée définie à grande échelle ;

- enfin, la volonté de définir immédiatement une stratégie globale forte *versus* le sentiment exprimé d'une insuffisance d'accumulation de savoir local et intériorisé, insuffisance jugée de nature à stériliser tout effet réel de stratégies qui seraient dès lors condamnées à être esquissées à la hâte.

Toutefois, quelques points communs émergent qui permettent de mesurer le chemin accompli : *le rôle central de l'intermédiation*, de la nécessité donc d'un rôle d'interface (une structure selon les uns, un individu selon les autres) entre la population et les maîtres d'ouvrage, intermédiation observée dans certaines expériences présentées et jugée d'autant plus nécessaire que ni les ONG ni les associations d'habitants (données à terme comme LA solution) n'offrent à ce jour une présence ou une antériorité suffisantes pour garantir un contre-poids efficace face aux autres acteurs et une prise en compte du paysage social dans sa totalité (et non d'une partie seulement des habitants, qui peuvent accéder plus facilement à ces formes de représentativité sociale (17)).

Un deuxième élément convergent est *la prise de conscience des compétences et postes de travail nécessaires à une telle mise en œuvre* ; le peu d'acquis et de ressources immédiatement disponibles en ce domaine est souligné de manière unanime. Les coûts à prévoir, dans ce contexte, sont maintes fois évoqués, de

(17) Les plus démunis, les plus socialement et culturellement exclus sont ceux qui ont le plus de mal également à bénéficier des structures

même que l'appel à une volonté politique extérieure au secrétariat d'Etat à l'Habitat jugée indispensable à cet égard. Parmi les compétences reconnues comme indispensables et comme nécessaires à généraliser d'emblée, *l'intermédiation* (dont on a souligné ci-dessus l'unanimité quant à sa nécessaire fonction) continue, à travers la question de son coût et de son financement, à poser des questions sur le statut et le profil de ceux qui la mettraient en œuvre : fonction assurée ou déléguée par l'Etat, expertise indépendante, association ou ONG... Si, sur le rôle "théorique" à jouer, on retrouve un consensus (c'est bien d'un *agent de développement* que l'on parle), il est clair que par ailleurs, un "raccourci" pratique tente certains intervenants. Ajouter cette fonction à un profil déjà existant leur paraît en effet la solution la plus naturelle (le chef de projet "technique" actuel, le *moqqadem*...), solution qui paraît impraticable pour les autres, lesquels en appellent à une émergence lente et prudente, mais *sui generis*, d'une fonction et d'un profil nouveaux. Ils semblent en effet juger que les fonctions habituelles des "profils" actuels sont de nature à trop "connoter" toute tentative de changement et risquent donc de tuer la réforme dans l'œuf.

Enfin, un troisième élément convergent apparaît dès lors en toute logique, c'est *la nécessité d'une formation adaptée à ces nouvelles compétences*. Toutefois, les divergences ré-apparaissent là aussi : pour certains, la formation pourrait se borner à inculquer au personnel déjà actif sur le terrain les éléments de modification des perspectives et les changements de démarche; pour d'autres, ceci n'est qu'une petite étape, dans le sens où il ne pourrait y avoir de réel processus de formation sans prévision afférente en termes de création d'emplois *ad hoc*, ce qui revient d'une certaine manière à prôner des modifications d'organigramme, de structure, mais aussi de routines professionnelles...

Les conclusions du Secrétaire d'Etat sont tout aussi claires que l'était le discours introductif et manifestent la même volonté politique. Elles soulignent les nécessités institutionnelles et budgétaires requises par une réforme mais rappellent toutefois les difficultés qui ne manqueront pas d'apparaître notamment en raison des faibles ressources humaines dans le domaine. Ces conclusions ne tranchent pas sur les questions de *contenu* de la maîtrise d'ouvrage sociale. On peut toutefois faire l'hypothèse que l'accent mis sur le besoin de réforme institutionnelle –il est question alors d'une unité administrative, répondant au département en cours de création à l'ANHI- et budgétaire témoigne bien d'une vision de *réforme complète de la démarche d'intervention, de l'amont à l'aval de cette dernière* (18).

4. Les aléas de la mise en œuvre : temps et conflits d'urgence...

Après cet atelier, la mise en œuvre des démarches de maîtrise d'ouvrage sociale a été bien réelle. Il faudra davantage de recul pour en évaluer les impacts à moyen et long terme. Mais d'ores et déjà, cette mise en œuvre soulève quelques questions de fond, notamment en raison de ses lenteurs. Par ailleurs, l'urgence de la situation créée par le développement exponentiel de

formelles ou informelles de représentativité sociale. Ce constat est loin de valoir pour le seul Maroc, et de nombreux travaux portant tant sur le monde occidental que sur les pays en développement ont montré les effets d'exclusion sociale d'une partie des formes associatives.

(18) Ceci ne préjuge en rien de l'efficacité d'une telle mesure : les remarques n'ont pas manqué non plus à ce sujet et ont attiré l'attention sur le risque d'isolement de la maîtrise d'ouvrage sociale,

pouvant conduire cette dernière à n'être qu'un "supplément d'âme" des projets là où elle devrait en fait pénétrer la maîtrise d'ouvrage et s'y intégrer comme une dimension "normale" de la projection (Cf. F. Navez-Bouchanine, « Les politiques urbaines au risque de la Maîtrise d'ouvrage sociale », colloque les Métiers de la ville, INAU, Rabat, mai 2001, *Actes* à paraître). Mais sans doute le décalage existant aujourd'hui entre préoccupations techniques et financières, d'une part, sociales, d'autre part, justifie-t-il cette mise en évidence momentanée comme première amorce d'un changement possible...

(19) Et ce malgré les analyses qu'en avaient fait O. Toutain et F. Debbi dans l'étude mentionnée plus haut et qui étaient totalement convergentes, sur le fond, avec celles menées sur les bidonvilles. Malgré aussi le fait que l'atelier de mars 2001 avait défini comme champ la totalité de l'habitat insalubre. Il faut bien ici souligner les différences qui ont présidé aux actions passées en bidonville et en habitat "clandestin". Le fait que la plupart des opérations en clandestin soient des régularisations sur place, d'une part, et, d'autre part, le fait qu'elles se soient dès les années quatre-vingt appuyées sur des associations de quartier peuvent faire penser qu'il s'agit de projets participant déjà d'une

l'habitat illégal en dur (pour lequel la dimension de maîtrise d'ouvrage sociale n'était pas nécessairement apparue comme une dimension maîtresse (19)), semble avoir momentanément ralenti les effets de la réforme, notamment en matière de démarche, en général, et de méthodes d'identification, de conception et d'accompagnement des interventions en particulier.

Examinons-en les quelques éléments perceptibles aujourd'hui. Sur le plan institutionnel, les difficultés et les lourdeurs administratives et/ou budgétaires ont, jusque là, empêché une concrétisation forte de cette volonté de réforme. L'ANHI a bien créé un département consacré à cette approche, mais semble avoir du mal à en faire entériner les conséquences financières. L'horizon auquel le Secrétariat d'Etat à l'Habitat peut envisager un aménagement interne *ad hoc* de son organigramme dépasse de loin la fin de son mandat actuel. Le dossier MOS y a donc été – en toute logique d'ailleurs étant donné les compétences qui y préexistaient (20) – traité par la Direction de l'Habitat Social, mais sans que cette dernière ne soit renforcée en moyens humains, faute de postes budgétaires. Ceci s'est traduit par une surcharge effective de travail dans une Direction déjà tirillée entre de nombreux dossiers "lourds". De la même manière, et pour les mêmes raisons, la question de la formation a été jusque-là abordée sous le seul angle de la *formation des personnels en place*. C'est donc une mise en œuvre un peu minimale : dépendante de contingences qui échappent largement à un département, elle semble aussi refléter les doutes et incertitudes toujours réels sur l'envergure et les contours précis à donner à une maîtrise d'ouvrage réellement adaptée aux conditions locales.

Une des conséquences directe de ces difficultés de création d'un service, division, département ou toute autre entité propre, a notamment été la lenteur dans la mise en œuvre du programme de formation interne, pourtant apparu comme largement consensuel en tant que première étape de toute mise en œuvre. La première session consacrée à la formation interne (21) des cadres secrétariat d'Etat à l'Habitat n'a en effet eu lieu qu'en mai 2002, soit 14 mois après l'atelier. Organisée par l'Institut national d'aménagement et d'urbanisme, avec l'aide de la coopération française, elle semble s'être inscrite dans une perspective d'adaptation locale prometteuse tout en restant prudente. Une deuxième session de formation a eu lieu en juin, et une troisième est prévue pour octobre 2002. On peut penser que ce premier coup parti réussi (22) incitera à élargir la base des personnes touchées (actuellement une trentaine). On peut toutefois également escompter que le colloque international organisé en juin 2002 à Casablanca (*Quel habitat pour demain ? Les pratiques émergentes pour les plus démunis* (23)) aura contribué à diffuser plus largement l'esprit de la réforme, par la présentation de réflexions et expériences nationales comme internationales entre lesquelles divers niveaux de débat ont pu être entamés. Mais il s'agit ici davantage de sensibilisation-vulgarisation que de formation : indispensable pour assurer la culture d'une réforme et lui donner une chance de pérennité, elle ne peut toutefois remplacer cette dernière.

Quant à la décision de lancer des projets-pilote, elle avait, rappelons-le, constitué une tentative de faire avancer les choses en l'absence de possibilités de réforme plus massive, l'idée étant qu'on passerait ensuite de leçons apprises en situation expérimentale à l'application généralisée. Il est un peu tôt pour parler de l'impact de ces projets-pilote en termes de stratégie puisqu'ils sont encore en cours (24). Lancés au printemps 2002, ils devraient être soumis à une première évaluation dès Septembre. Notons toutefois que le décalage entre objectifs d'une part, moyens humains et délais d'autre part, en fait une *gageure*. Ce décalage explique d'ailleurs l'effort de liaison recherché entre formation et projets-pilote ainsi que la réflexion critique déjà entamée par la direction de l'Habitat social sur les termes de référence de ces projets. Les risques de réalisation formelle devraient dès lors constituer une des préoccupations majeures des évaluations menées. Quant à l'esprit dans lequel ces évaluations devraient elles-mêmes être menées, il devrait se centrer sur la mise en évidence des conditions d'amélioration progressive de ces démarches, donc en se situant plus dans une dynamique de recherche-action que dans un processus d'appréciation d'un produit achevé. Connaissant en effet les conditions sociales et institutionnelles actuelles, on ne peut espérer, dans des délais aussi courts, une telle transformation des prises de décision dès lors que leur compréhension, leur négociation et l'adhésion sont reconnues comme nécessaires alors que jusque là, toutes les décisions ont toujours été prises selon des processus radicalement différents.... Quoiqu'il en soit, ces projets-pilote ne vaudront, dans le futur, que pour les leçons que leurs protagonistes auront la volonté –et la latitude– de tirer. Il faut espérer que ces leçons soient tirées dans un contexte où le désir de capitalisation et d'évolution domine et oriente les études ou recherches. C'est la raison pour laquelle l'implication de l'INAU a toute son importance. Il faut espérer, enfin, que le vent de réforme qui a soufflé ne s'éteigne pas à l'automne 2002 et qu'il continue à inspirer la pensée des projets-pilote et surtout celle de leur articulation au reste des politiques, et notamment des politiques au quotidien.

D'autres facteurs doivent être explorés pour prendre toute la mesure des difficultés de mise en œuvre de la MOS et de la lenteur qui en résulte. On peut notamment les lier au caractère circonscrit des premières formulations de la réforme : "géographiquement" limitée d'abord aux seuls "bidonvilles", la prise en compte du social n'a, jusque là, pas été abordée dans ce qu'elle sous-entendait (sous cette forme/vocabulaire ou sous une autre), *comme potentiel de réforme pour l'ensemble des projets urbains*. Comment lui donner une envergure réelle, un coup d'envoi sérieux, si elle n'est applicable que pour les interventions en bidonvilles, et dans un premier temps, seulement pour des bidonvilles-pilote d'autre part? Le risque est ici que le reste de l'environnement décisionnel reste à l'écart de ce processus de réflexion et de critique, fait qui peut même rejaillir négativement sur les décisions qui concernent les bidonvilles eux-mêmes.

certaine forme de prise en compte du social. Si sur les objectifs des parties concernées on peut effectivement penser qu'une assez bonne convergence existe, sur le plan des modalités d'organisation, il est difficile de prendre une bonne part de ces expériences pour autre chose que des programmations et exécutions top-down déléguées sans grande marge de manœuvre au niveau local.

(20) Et qui par ailleurs étaient très demandeuses en matière d'information et d'approfondissement du dossier MOS, demande qui a notamment débouché sur une mission d'information en France en octobre 2001.

(21) Mais néanmoins ouverte à quelques externes directement concernés par les projets (DGCL, CDG, DGI).

(22) Notamment en raison de l'intérêt exprimé jusque-là par les personnels formés et par la prise de conscience, pour ceux d'entre eux qui n'y avaient pas encore été confrontés, de la complexité de la tâche à mener.

(23) Cf. le site internet qui rend compte de cet événement www.casablanca-hab.org.

(24) Les expériences internationales en la matière sont toutefois riches d'enseignement, et les réflexions entamées notamment dans la foulée d'Habitat II sur ce que les organisations

internationales appellent aujourd'hui le *scaling up* montrent toutes les difficultés qu'il y a à passer de micro-expériences réussies et prometteuses à des politiques d'envergure touchant la totalité des populations concernées.

(25) Avec tous les risques de dérapage social que cela contenait.

A la lumière de l'évolution récente de gros projets problématiques, comme l'était par exemple Douar El Kora à Rabat, on voit bien que le processus qui a conduit à un réexamen des options antérieures, s'est déroulé dans une optique étrangère aux intentions de réforme. Qu'on se félicite de la rationalité des choix adoptés ou qu'on les déplore, qu'on applaudisse au volontarisme de la solution adoptée face à un allongement intolérable des délais d'intervention (25) ou qu'on regrette l'interruption du processus de "ménagement" et de négociation entamé, il n'en reste pas moins qu'on se situe en dehors des transformations de démarche envisagées avec la réforme. S'agit-il alors d'un cas isolé – parce qu'exceptionnel – ou de signes d'un "glissement" d'une approche en faveur d'un processus radicalement différent qui n'aurait pas trouvé son "souffle" ? La question mérite d'être débattue...

Mais par-dessus tout, on ne peut comprendre les difficultés actuelles de la mise en œuvre de la MOS si on n'explore pas l'hypothèse des angoisses et des critiques – réellement apportées ou potentiellement "menaçantes" – à propos des *réalisations matérielles* : le couperet que constituent les bilans quantitatifs faisant état de productions concrètes est une menace très sérieuse pour toute tentative de réforme qui veut atteindre des processus complexes. On sait en effet que dans un contexte de concrétisation difficile de résultats d'études, la réflexion et l'effort portant sur des changements immatériels deviennent une cible privilégiée et sont taxés d'immobilisme, un peu comme s'ils étaient responsables des retards dans les réalisations matérielles. L'introduction de la maîtrise d'ouvrage sociale, par le renversement des valeurs d'appréciation des projets qu'elle sous-tend – et donc, les modifications trop déstabilisantes des routines établies qui, bon an mal an, avaient prouvé une certaine efficacité en termes de production – a-t-elle été obstruée par ce type de phénomène ? C'est une des hypothèses qu'on doit forcément explorer (26).

(26) ... mais que le moment où est rédigé cet article ne permet encore ni de confirmer ni d'infirmier.

Dans cette même optique, il faut rappeler qu'une telle réforme, entamée seulement à l'intérieur d'un département public particulier, risque très vite de se trouver en position d'isolement si les autres acteurs et partenaires publics concernés ne suivent pas. Ceci ne signifie nullement que ce type de réflexion et de démarche n'existe pas dans d'autres sphères : de belles convergences pourraient être trouvées, notamment comme on l'a déjà signalé, sur des questions relatives au développement rural. Mais si, dans le nombre élevé d'acteurs publics déjà impliqués (ou à impliquer selon la vision qu'engage la réforme), seuls quelques uns sont ouverts aux nouvelles perspectives, on comprend bien les difficultés que rencontrent sur le terrain les moindres initiatives novatrices sur la question de la place des habitants dans la définition et la gestion des espaces. Encore considérées comme un non-sens dans nombre de pays – au motif que seuls les experts savent et que les habitants n'ont aucune compétence – ces innovations font également peur sur le plan politique. Très présente dans d'anciennes démocraties, cette peur est encore plus aiguë quand les processus démocratiques sont récents.

Enfin, une autre hypothèse peut également expliquer, à court terme, une certaine lenteur dans la mise en œuvre, c'est celle du conflit entre différentes

urgences en compétition. A cet égard, il faut prendre en compte l'inflexion de la politique du secrétariat d'Etat à l'Habitat à partir du discours royal d'Août 2001. Dans ce discours essentiellement consacré à la question de l'habitat insalubre, le roi en appelait en effet à « entamer l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour un projet de programme national bien défini, visant à éradiquer l'habitat insalubre existant actuellement (27) ». Il s'agissait là d'un appel à un programme de grande envergure pour éradiquer définitivement ce qui était désigné comme un mal à la fois spatial et social. L'insistance sur les dimensions réglementaires venait appuyer de manière parfaite un des objectifs majeurs de la réforme pensée au secrétariat d'Etat à l'Habitat, celui d'une nouvelle loi qui aborderait enfin le problème de manière globale et qui mettrait fin à des décennies de tergiversations et de laxisme. S'adressant à l'ensemble du gouvernement et des acteurs publics, ce discours ouvrait également des perspectives intéressantes en matière de coordination/collaboration entre départements et entre niveaux divers de responsabilité publique.

Ainsi, une nouvelle urgence, quantitativement plus forte, qualitativement plus lourde apparaissait. Si, par le passé, il était implicitement admis que l'état de fait créé par l'habitat clandestin avait permis à de nombreuses populations urbaines un accès, même défaillant, à la ville, ce bénéfice apparaissait désormais plus que discutable en raison de ses conséquences négatives à long terme pour le développement urbain ; mais ce bénéfice social apparaissait aussi et surtout dérisoire face aux bénéfices qu'en avaient tiré d'autres acteurs qui, selon les termes du secrétaire d'Etat à l'Habitat, « exploitent la misère à des fins de spéculation en encourageant le développement de l'habitat insalubre » (éditorial de *Aourach*, n° 16). Des cas récents de développement brutal et de grande dimension avaient en effet attiré l'attention sur le caractère complexe de ces implantations et le rôle incitateur qu'y avaient joué des acteurs éminents, publics ou privés, totalement impunis malgré les conséquences engendrées par leurs comportements (28).

L'ampleur et l'envergure des problèmes soulevés eurent dès lors un effet paradoxal sur les préoccupations liées à la maîtrise d'ouvrage sociale. Ces dernières passèrent un peu au second plan derrière les impératifs pressants d'une programmation qui, face aux défis quantitatifs soulevés, devait afficher des garanties de fiabilité techniques, institutionnelles et financières... Comme nous l'avons déjà souligné, la question de la maîtrise d'ouvrage sociale n'avait jusque là été soulevée que pour les interventions en bidonville alors que *l'angle d'attaque dominant pour l'habitat illégal apparaissait de plus en plus comme d'abord juridique et réglementaire*. Par ailleurs, l'habitat illégal constituait une masse autrement importante puisqu'il était estimé, au dénombrement effectué en septembre 2001, à un total national de 518 787 unités (*versus* 262 128 unités en bidonville ou autre habitat sommaire) (29). Pour faire face à une telle programmation, il était inévitable que réapparaissent les angles d'approche et les méthodes déjà maîtrisées. Les démarches de maîtrise d'ouvrage sociale, encore embryonnaires, nécessitant

(27) Extrait du discours royal du 20 août 2001, traduit in *Aourach*, n° 16, avril 2002, p. 2, Rabat.

(28) Le phénomène en lui-même n'est pas récent, et on renvoie aux nombreux travaux de recherche qui en ont démonté les processus, entre autres ceux de A. Abouhani et de M. Ameur. C'est l'ampleur et la généralisation de ce processus qui ont en fait contribué à tirer l'alarme, dans un contexte politique également marqué par une volonté d'établissement d'un Etat de droit.

(29) Cf. note relative au programme national de

résorption de l'habitat insalubre, SEH, Direction de l'Habitat social, 6 p.

réflexion et action en profondeur sur le changement social, n'ont pas semblé "faire le poids" face aux méthodes *éprouvées* sans doute parce qu'elles impliquent des mises en œuvre complexes, et parce qu'elles sont encore à leurs premiers balbutiements méthodiques.

Toutefois, on peut aussi faire l'hypothèse que ce passage au second plan est momentané. Les perspectives créées par le champ d'application de la nouvelle loi en préparation (Loi sur le partenariat et l'action solidaire) et la volonté de traitement global laissent en effet la porte ouverte à de nouvelles perspectives de réintégration de cette dimension sociale dès l'amont des projets, même si la formulation actuelle du programme lui-même (PARHI, Programme National d'Action pour la Résorption de l'Habitat Insalubre) ne fait aucune mention explicite aux changements d'angle d'attaque dans l'identification, la formulation et la conduite des projets sous les perspectives ouvertes par la MOS. Mais il faudra alors que dans un avenir très proche, les contenus sociaux implicites de ce programme soient plus clairement explicités et pragmatiquement *déclinés*. Sous leur forme actuelle, ils ne permettent notamment pas d'entrevoir la manière dont les diverses ruptures des angles d'approche imaginés simultanément au sein du secrétariat d'Etat à l'Habitat pourraient s'articuler entre elles : la dimension sociale y est bien plus "implicite" que les autres dimensions; de plus, on ne voit pas bien comment s'accommoderont, dans le futur et au niveau pratique, les exigences réglementaires et les compromis sociaux...

Enfin, ce renforcement à terme des approches basées sur une meilleure prise en compte du social pourrait également s'inscrire dans les suites du colloque de Casablanca, événement évoqué plus haut. Car c'est bien au cours de cette même année (dernier semestre 2001/premier semestre 2002) que la préparation de ce colloque, puis l'événement lui-même (Casablanca, juin 2002), continuèrent à favoriser un contexte général de réflexion et de débat où la question de la prise en compte des dimensions sociales dans les interventions urbaines pouvait se frayer un chemin et gagner un certain nombre de convaincus de sa nécessité. Mais l'événement étant à peine fini, il est difficile d'en mesurer les effets et on se situe ici aussi dans une perspective de potentialités plus que de produit concret d'ores et déjà mesurable.

Conclusion

L'intégration réelle (30) de la dimension sociale dans les politiques urbaines a constitué une innovation remarquable et courageuse. L'analyse exhaustive des effets de cette innovation est encore à faire : on ne dispose pas encore de recul suffisant pour "trier", avec certitude, entre effets directs, effets indirects ou absence d'effets. Mais cette première évaluation à court terme ne peut se faire sans explorer quelques uns des contraintes et obstacles qui sont susceptibles d'avoir ralenti sa mise en œuvre ou d'en avoir réduit l'impact.

A première vue, on peut dire que le temps a doublement posé problème à cette innovation. Ce temps a d'abord manqué, de *manière absolue*, parce qu'on

(30) Et non simplement formelle, dont beaucoup de discours politiques antérieurs se contentaient.

ne peut imaginer un tel changement de perspective dans une durée aussi courte que celle du mandat écoulé : après des décennies de prédominance totale de la rationalité technocratique sur toute autre considération officiellement affichée (31), on ne peut imaginer que les mentalités et les angles d'attaque des problèmes faisant obstacle au développement, à la *modernisation* et au changement socio-politique puissent être modifiés aussi facilement. On peut d'autant mieux le saisir qu'on comprend les implications de fond que ces innovations requièrent, ainsi que les changements de mentalité qu'elles supposent à un *niveau global* – et non seulement dans le domaine particulier traité ici.

(31) Ce qui n'empêchait nullement l'impact de bien d'autres considérations moins avouables ou celui d'autres intérêts et objectifs que le développement dans les décisions comme dans la conduite des réalisations.

Mais ce temps a également manqué de manière relative, car les immenses attentes formulées à l'égard de ce gouvernement, après tant d'années d'espoir de changement, se sont souvent traduites par des exigences plus matérielles – certes parfaitement légitimes en ce qui concerne l'habitat – qu'idéelles ou organisationnelles, bref, immatérielles. Or, pour qu'un tel changement d'idées produise enfin les améliorations matérielles attendues, il faut bien plus que deux ou trois années : c'est un travail de longue haleine, qui requiert de plus une *adhésion* dépassant largement les "frontières" d'un département ou d'un ministère et une réelle *appropriation sociale et culturelle*. Un décalage risque dès lors de se produire, et les bilans quantitatifs n'attendent malheureusement pas...

Cette situation conduit ainsi à se poser des questions. *La réforme, malgré sa réalité, n'a pas encore atteint aujourd'hui ce point de non-retour qui en garantirait des effets positifs quelles que soient les inflexions apportées dans le futur*. On sait que les politiques urbaines socialement orientées et l'urbanisme participatif ne constituent pas, au niveau mondial, des modèles dominants : ce seul fait expose très fortement la réforme au risque de rétraction par peur de l'inconnu. Qu'advient-il dès lors des changements déjà enclenchés, sous le prochain gouvernement, *quel qu'il soit* ? Seront-ils encore compris comme une *condition sine qua non* du changement dans les politiques urbaines, conviction qui a sous-tendu la volonté de réforme du secteur de l'habitat sous le gouvernement d'alternance ? La réforme sera-t-elle considérée comme une simple et aimable fantaisie passagère à ne réactiver, au niveau du discours, qu'à chaque fois qu'un peu de "langage citoyen" sera jugé nécessaire ? Sera-t-elle, plus cyniquement, mobilisée exclusivement par des acteurs publics pressés de se débarrasser du social en en rejetant le traitement au seul niveau local, comme on en a vu s'afficher la tendance dans nombre de pays, développés comme en développement ?

On le voit, ce sont des questions fondamentales de développement, de changement social et de démocratie que soulèvent en fait ces questions relatives à l'habitat et aux projets urbains. Mais quel que soit le prochain gouvernement, il lui sera bien difficile de les ignorer tant il est vrai que le discours "citoyen", même quand il n'est pas suivi d'actions publiques conséquentes, a, à terme, des effets incommensurables et imprévisibles sur les représentations et les attentes des populations.

Annexes

Déclaration de politique générale présentée par le Premier ministre, M. Abderrahmane Yousoufi devant la Chambre des représentants le vendredi 17 avril 1998

La volonté de changement

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le Monde est à l'orée d'une nouvelle ère, synonyme de l'avènement d'une société nouvelle, fondée sur des réalités sociales, politiques, économiques, technologiques et culturelles en perpétuelle mutation. Nous mesurons, en ce moment particulier, à leur juste valeur, l'importance des efforts consentis et des progrès réalisés par notre pays depuis son indépendance, sous la conduite de feu S. M. Mohamed V que Dieu l'ait en sa sainte miséricorde et de celle éclairée de S. M. le Roi Hassan II que Dieu l'assiste. Le Maroc a ainsi pu faire face aux sacrifices requis pour la défense de son intégrité territoriale et au défi de la maîtrise de ses équilibres fondamentaux, sans entraver son développement économique, grâce à la clairvoyance et à la vision de son Roi et à l'abnégation et au courage de son peuple. Nous mesurons aussi toute l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir par notre pays afin de lui permettre, fort de son patrimoine spirituel, culturel et institutionnel, de ses richesses naturelles et de ses potentialités humaines, d'accéder de plain-pied dans le monde du XXI^e siècle.

L'avènement d'un gouvernement d'alternance est à cet égard un moment historique dans le cours de la modernisation de notre vie politique nationale. Il intervient après un long et patient processus qui traduit une volonté nationale d'engager le pays dans une dynamique profonde de changement et de progrès.

Cette volonté est avant tout celle de Sa Majesté le Roi, en symbiose totale et complète avec les aspirations du peuple marocain et des forces politiques qui ont milité et œuvré pour cet événement. C'est là que réside l'un des atouts majeurs dont dispose le gouvernement pour conduire le "Pacte pour le changement", qui constitue le fondement de son programme, dont j'ai

l'honneur de vous présenter aujourd'hui les grandes lignes, et auquel j'invite toutes les forces vives du pays à adhérer afin qu'ensemble nous en fassions la réalité vivante de demain.

Nous adapter sans nous renier

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Les défis auxquels est confrontée notre société sont d'ordre politique, économique et social, voire culturel et civilisationnel.

Dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé par une tendance toujours plus accentuée à l'ouverture généralisée des économies et des sociétés et à l'homogénéisation des attitudes et des comportements, le Maroc est plus que jamais condamné à s'adapter, à s'ouvrir à la nouvelle société émergente de l'information et du savoir, à se positionner dans les nouvelles technologies et créneaux économiques, et à s'imprégner des idées et valeurs universelles. Mais notre pays doit opérer ces mutations tout en sauvegardant et en valorisant les fondements culturels et civilisationnels qui ont forgé, à travers les siècles, son identité, façonnée par les apports successifs des civilisations amazigh, arabe et africaine, cimentée par les valeurs spirituelles et morales de l'islam dont l'humanisme enseigne la tolérance, le respect de l'autre, la solidarité, le sens de l'effort et l'aspiration au progrès.

Le premier des défis que nous devons tous relever sera ainsi pour nous, à la veille d'un siècle nouveau, de fonder notre propre modernité politique économique et sociale sur la base des valeurs historiques propres à notre pays lesquels participent incontestablement des valeurs universelles.

La priorité des priorités : l'intégrité territoriale

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

La priorité des priorités du gouvernement concerne notre cause nationale première, celle de notre intégrité territoriale, qui fait l'objet d'une unanimité nationale sans faille. Je voudrais en cette occasion, devant la représentation nationale, au nom du gouvernement, rendre un hommage déférent à Sa Majesté le Roi, Amir Al Mouminine, Représentant Suprême de la Nation, Symbole de son unité, Garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat, de l'indépendance de la Nation et de l'intégrité territoriale du Royaume, dans ses frontières authentiques, pour son action inlassable pour le parachèvement de l'unité territoriale.

Je voudrais aussi rendre hommage aux Forces Armées Royales, sous la Haute Direction de leur Chef Suprême S. M. le Roi Hassan II, que Dieu l'assiste, ainsi qu'à la Gendarmerie royale, à la Sûreté nationale et aux Forces auxiliaires, pour le dévouement, le courage et le sens du sacrifice dont elles

n'ont cessé de faire preuve au service de cette cause sacrée. Je prie le Tout-Puissant d'avoir en Sa sainte miséricorde tous les martyrs, civils et militaires, qui ont payé de leur vie le devoir de défendre l'intégrité territoriale de notre pays.

L'objectif que le gouvernement s'attachera à atteindre dans ce domaine consistera à clore définitivement le dossier du Sahara marocain par la reconnaissance sans ambiguïté par la Communauté internationale de la souveraineté nationale sur cette partie de notre territoire. Vous n'êtes cependant pas sans savoir que ce dossier connaît une phase particulièrement cruciale de son évolution du fait des modalités de mise en œuvre du plan de règlement onusien visant à l'organisation d'un référendum dans nos provinces sahariennes.

Nous sommes convaincus que le référendum ne pourra que confirmer la marocanité de ces provinces, parce que telle est la réalité de la géographie, de l'histoire et de la volonté des populations concernées attachées à leur patrie par les liens de l'appartenance et de l'allégeance au glorieux Trône Alaouite. Le gouvernement, éclairé par les directives de Sa Majesté le Roi, veillera à ce que le processus de règlement convenu sous l'autorité des Nations-unies soit scrupuleusement appliqué sans déviations ni atermoiements, et à ce que le droit légitime de participer au référendum soit garanti à tous nos concitoyens sahraouis sans exception.

Mesdames et Messieurs,

Sur ce même chapitre du parachèvement de notre intégrité territoriale, notre pays n'a cessé d'inviter l'Espagne à réviser sa position relative au droit du Maroc sur les territoires occupés de Sebta, Melilla et des îlots avoisinants.

Nous continuerons à œuvrer pour que l'Espagne privilégie le droit et la justice, ainsi que la sauvegarde des relations d'amitié et de bon voisinage traditionnelles entre nos deux peuples, en répondant positivement à la proposition de Sa Majesté le Roi qui ouvre la voie au dialogue et à la concertation, dans le cadre d'une commission mixte de réflexion, pour le retour de nos territoires à la mère patrie dans un cadre garantissant les intérêts légitimes de nos deux pays.

Une nouvelle méthode de gestion gouvernementale

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le gouvernement doit aujourd'hui faire face à des défis de portée historique, dans un contexte d'attentes sociales multiples et pressantes. La réforme de l'administration et de la justice, la croissance et la création d'emplois, la mise à niveau compétitive du tissu économique, la maîtrise des équilibres et de l'ouverture, la réforme du système éducatif et l'insertion dans la société de l'information, la solidarité et la justice sociale sont autant

de leviers qu'il est impératif d'actionner pour affronter ces défis. A cette fin, une nouvelle approche de la gestion gouvernementale s'impose.

Les réponses satisfaisantes à ces multiples attentes passent par une action qui s'inscrit dans la durée, fondée sur une vision stratégique et sur une approche globale et cohérente, qui implique la réhabilitation et la rénovation du plan. Il ne s'agit, cependant, ni de fixer des objectifs impératifs, ni de dicter ou d'encadrer des comportements, mais de doter l'Etat et les acteurs économiques et sociaux d'un instrument de visibilité et de repérage permettant d'évaluer les enjeux de l'avenir et de parvenir à une meilleure intelligence des évolutions.

La démarche du gouvernement sera à la fois globale et de proximité territoriale. La déconcentration, la décentralisation et la régionalisation, inscrite dans une politique globale et volontaire d'aménagement du territoire, constituent à cet égard des choix fondamentaux du gouvernement. Dans ce cadre, une politique de proximité territoriale, de dynamisation et de responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées sera mise en œuvre.

La démarche participative, à travers l'implication des acteurs économiques et sociaux, sera privilégiée par le gouvernement comme un gage de clarté et de responsabilité, fondement d'une confiance durable.

Le gouvernement s'attellera à consolider les mécanismes et les institutions susceptibles de contribuer à approfondir et à élargir le champ de la démocratisation de la vie sociale et politique de notre pays. Il mettra en œuvre, conformément aux Hautes Directives de Sa Majesté le Roi et en concertation avec toutes les composantes politiques de la vie nationale, toutes les initiatives permettant au pays d'améliorer le mode d'expression des suffrages à l'échelle nationale et locale et d'éliminer à tout jamais toute source de contestation politique de leur résultat.

Moraliser la vie publique

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

La réforme de l'administration et sa modernisation représentent un objectif essentiel du gouvernement. Notre ambition est de contribuer à bâtir une administration efficace, resserrée sur ses missions essentielles, dotée des ressources répondant à ses besoins réels, soucieuse d'offrir un service public de qualité et au moindre coût, à l'écoute constante de son environnement.

A cet effet, la remise en ordre des structures administratives, l'engagement résolu dans la déconcentration, la lutte contre la complexité et les lenteurs administratives et l'instauration de nouveaux rapports entre l'administration et les citoyens, constitueront les volets essentiels du programme du gouvernement.

Le gouvernement s'attellera, d'une part, à redéfinir la gestion des ressources humaines dans l'administration publique sur des bases rationnelles, afin d'en accroître les performances et d'en maîtriser les effectifs et, d'autre part, à réunir les conditions d'une gestion publique moderne et rationnelle.

Cet effort s'appuiera sur les forces vives et les compétences réelles que recèle notre administration. Il se matérialisera dans l'engagement de l'ensemble des membres du gouvernement à traduire cette volonté en un "Pacte de bonne gestion".

Conformément à ce Pacte, les ministres ordonneront leur action autour de trois préalables : un préalable d'ordre éthique, qui implique de lutter contre toutes les formes de déviance, d'abus de pouvoir et d'impunité; un préalable de gestion rigoureuse, transparente et économe des deniers publics ; un préalable d'ordre relationnel fondé sur l'écoute et le service des citoyens et de l'entreprise.

Dans ce cadre, le gouvernement prendra les mesures visant à bannir les privilèges et à geler les hauts salaires en attendant de réviser et de rationaliser le régime de rémunération de la fonction publique sur la base des critères de cohérence, d'équité, de mérite et de rendement. Nous conduirons ces réformes en privilégiant le dialogue et la concertation, dans le cadre notamment du Conseil supérieur de la fonction publique.

Mesdames et Messieurs,

Une démocratie, soucieuse des règles de droit, ne peut souffrir que le doute pèse sur la transparence, l'équité et la célérité de la justice. Le justiciable doit avoir la certitude que la loi est la même pour tous.

Le chantier de la réforme de la justice prendra ainsi une place privilégiée dans l'action gouvernementale. Le gouvernement agira avec toute la rigueur nécessaire afin de valoriser l'éthique professionnelle et définir les responsabilités; et ce, conformément aux orientations contenues dans le message que Sa Majesté le Roi a adressé au colloque organisé par la Cour suprême à l'occasion du 40e anniversaire de sa création, et dans lequel le Souverain a affirmé que : « Si la justice a figuré et figure toujours parmi nos priorités, si elle a été et reste toujours au cœur de nos préoccupations, c'est parce que nous sommes convaincus que la justice est un vecteur essentiel de renforcement de la cohésion sociale, un facteur décisif de la démocratisation en profondeur de la société, et le principal pilier de la consolidation de l'Etat de droit. De plus les changements qui affectent aujourd'hui le monde, et qui concernent aussi le Maroc, nous conduisent à élargir nos perspectives pour penser la justice, non seulement du point de vue éthique, politique et social, mais aussi du point de vue de l'accroissement de son rôle économique et de la prise de conscience de sa contribution au développement. »

Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi, un important travail de rénovation du droit, a été entamé par le précédent gouvernement. Nous poursuivrons ce mouvement de modernisation, en prêtant une plus grande attention à la cohérence des lois, à leur adéquation avec l'environnement social et culturel, au travail pédagogique qu'elles impliquent auprès des acteurs économiques et sociaux et à rendre plus perceptibles les lois et des codes dans la pratique du système judiciaire.

Le gouvernement agira avec toutes les professions et les composantes du secteur de la justice en vue d'une mobilisation nationale autour d'un programme de modernisation et de moralisation de notre système judiciaire.

Dans cette perspective, il est résolu à relever les capacités de l'administration de la justice ; à améliorer les relations entre l'administration centrale et les institutions de la justice ; à renforcer l'inspection judiciaire ; à améliorer la couverture judiciaire sur la base d'une nouvelle carte ; à accorder une grande importance à la formation des juges et des auxiliaires de justice ; à faciliter l'exercice du recours à la justice ; à créer un système de juges d'exécution dans les domaines civil et pénal ; à mettre au point un nouveau code de droit pénal et de procédure pénal ; à consolider l'expérience des tribunaux administratifs et de commerce et à humaniser et à améliorer les conditions de vie à l'intérieur des prisons.

Mesdames et Messieurs,

La défense des Droits de l'Homme, tels qu'ils sont universellement reconnus, représente l'une des orientations essentielles du gouvernement. Dans ce cadre, il fera de la libération de nos concitoyens séquestrés dans les camps de Lahmada et de Tindouf, une grande priorité. Il accordera un intérêt particulier au respect des droits de nos ressortissants à l'étranger. Il renforcera sa collaboration avec le Conseil consultatif des droits de l'Homme et les organisations non-gouvernementales, notamment dans la perspective de régler définitivement les situations restant encore en suspens dont est saisi ce Conseil.

Le gouvernement adaptera les lois marocaines aux chartes internationales et agira dans le sens de la promotion de la culture des droits de l'homme. Il encouragera la création de centres de recherche spécialisés, plus particulièrement dans l'assistance juridique et les conseils aux femmes et aux enfants. Il encouragera la création, au Maroc, d'un Centre international des droits de l'Homme, en partenariat avec les Nations-unies.

Dynamiser l'économie nationale au bénéfice de l'emploi

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Une croissance économique élevée, durable et génératrice d'emplois sera l'un des objectifs prioritaires du gouvernement. Un tel objectif est d'autant

plus impératif que les engagements internationaux et régionaux du Maroc impliquent notre économie dans une dynamique dont il s'agit de maîtriser les retombées sociales et d'optimiser les effets économiques.

La compétitivité est, à cet égard, une exigence de l'heure. La mise à niveau de notre tissu productif sera un des chantiers prioritaires du gouvernement. Elle est l'affaire de l'ensemble des partenaires économiques et sociaux, qui sont appelés à dépasser toute forme d'attentisme et à œuvrer à la dynamisation de notre économie.

Une croissance forte génératrice d'emplois dépend, d'abord, du niveau de l'investissement. L'entreprise est à la fois un lieu privilégié de production de richesses, mais elle est, également, un espace de vie et de relations sociales. Aussi, le gouvernement développera-t-il les mécanismes d'une concertation institutionnalisée entre les partenaires économiques et sociaux, au bénéfice de la croissance et de l'emploi et de la résorption du déficit social. Ce faisant, il sera soucieux d'instaurer la confiance, la transparence et la visibilité économique nécessaires à une élévation du niveau de l'investissement.

A cette fin, une stratégie de croissance, basée sur des choix sectoriels, tendant à améliorer l'efficacité du tissu productif et à le rendre moins tributaire des aléas climatiques, sera élaborée et mise en œuvre. Elle s'appuiera sur une politique de promotion des exportations et de développement du marché intérieur, fondée sur un élargissement et une diversification de l'offre, la redéfinition des mesures incitatives et une rationalisation de la réglementation des échanges extérieurs.

Le dispositif d'incitation à l'investissement national et étranger s'appuiera sur la simplification des procédures, la clarification des modalités d'application de la Charte de l'investissement et la création d'une structure nationale unique de promotion de l'investissement.

Le gouvernement activera la modernisation des textes juridiques en vue d'améliorer l'environnement institutionnel de l'entreprise et à l'adapter aux standards internationaux, notamment en matière de concurrence et de protection du consommateur, de respect de la propriété industrielle et de l'adaptation des codes des douanes, du travail et des assurances.

Il soutiendra les efforts de mise à niveau de l'entreprise en veillant à la mise en place effective des instruments d'accompagnement et de soutien requis, en termes de financement, de fonds de garantie, de formation-qualification, de conseil et d'ingénierie, de normalisation-certification-qualité.

Il œuvrera à améliorer et à densifier les infrastructures, en particulier les parcs industriels et les zones franches ainsi que les centres techniques, et agira dans le sens d'une maîtrise du coût des facteurs matériels de production.

Le gouvernement est par ailleurs résolu à faire aboutir le programme de privatisations, dans un cadre de transparence et de célérité. Il veillera à ce que les ressources mobilisées par ce biais soient affectées à des actions

d'investissement et de modernisation des structures. Il conduira une politique d'assainissement et de rénovation du secteur public, en recourant, notamment, à des contrats-programmes permettant d'inscrire la politique des entreprises et établissements publics dans le cadre de la stratégie gouvernementale, d'évaluer leurs performances et de responsabiliser leurs instances de gestion et de contrôle.

Il est décidé à dynamiser la réforme du système bancaire et financier en vue de mieux mobiliser l'épargne ; et de diversifier et faciliter l'accès des entreprises, en particulier les PME, aux sources de financement, à des conditions favorables.

Elargir la marge de manœuvre budgétaire

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le gouvernement est déterminé à asseoir ses programmes sur une base financière solide respectant les exigences des équilibres macro-économiques et financiers. La loi de finances 1998-1999 sera l'occasion d'examiner plus précisément l'état de la situation économique et sociale. Elle sera nécessairement une loi de finances de transition. Etant donné la précarité des finances publiques, le gouvernement s'emploiera, à élargir sa marge de manœuvre budgétaire, afin d'être en mesure d'infléchir les tendances dans le sens des objectifs poursuivis par son programme économique et social.

A cette fin, il œuvrera à simplifier le système fiscal, à l'adapter aux implications du désarmement tarifaire et à le stabiliser dans le long terme. Il agira de manière à élargir l'assiette fiscale, à lutter systématiquement contre l'évasion et la fraude, dans la perspective d'un allègement de la pression fiscale et d'une meilleure équité fiscale.

Il est déterminé à promouvoir une nouvelle culture basée sur l'économie des dépenses publiques et allant dans le sens d'une réduction du train de vie de l'Etat par une lutte systématique contre le gaspillage, en particulier dans le domaine des dépenses de fonctionnement; la définition de normes d'établissement des dépenses publiques ; l'amélioration de l'efficacité et de l'impact social de ces dépenses ; la lutte contre la corruption et les privilèges.

Parallèlement, le gouvernement est résolu à clarifier et à moraliser les procédures de passation des marchés publics et à impliquer davantage les opérateurs nationaux. Il veillera à consolider les comptes du budget de l'Etat et à renforcer le contrôle parlementaire en matière d'exécution des dépenses publiques.

Le gouvernement gèrera de manière active la dette extérieure afin d'en alléger le poids sur le budget de l'Etat, à travers une stratégie utilisant toute la panoplie des techniques de traitement de la dette. Il s'emploiera, par ailleurs, à mobiliser plus efficacement le soutien financier international.

Un système éducatif et culturel moderne, intégré, équitable et performant

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le défi de la modernité passe fondamentalement par une nouvelle culture où l'élément humain occupe la place centrale.

Dans le discours du Trône prononcé par Sa Majesté le Roi le 3 mars 1998, le Souverain a souligné sa « préoccupation majeure de réformer un système d'enseignement qui n'est plus en phase avec les exigences de l'époque ». Sa Majesté a ensuite affirmé : « Un effort collectif doit être entrepris dans ce sens dans le cadre du Conseil supérieur de l'enseignement. Cette institution constitutionnelle sera réactivée une fois que Nous aurons reçu les conclusions de la Commission ad hoc restreinte dont la formation ne saurait tarder. »

L'action du gouvernement retiendra donc comme priorité essentielle la mise en œuvre de la réforme globale du système d'éducation et de formation afin d'offrir les mêmes chances à tous les citoyens pour accéder au savoir, à la modernité, à la culture et à l'emploi. Cette réforme qui sera basée sur les valeurs morales et spirituelles qui fondent notre identité, valorisera le capital humain, mobilisera les ressources humaines disponibles dans le système éducatif, et reposera sur la solidarité nationale et les principes du service public.

Cette réforme visera, d'abord, à résoudre le problème majeur de l'analphabétisme, en s'appuyant sur une mobilisation nationale et la participation de la société civile.

Le gouvernement visera à assurer dans l'horizon le plus rapproché possible la généralisation de la scolarisation, afin d'étendre l'enseignement fondamental à tous les enfants de 6 à 15 ans, y compris dans le milieu rural et pour les filles; et à restructurer l'enseignement secondaire et technique.

La réforme s'attachera à refondre les programmes de formation et les méthodes pédagogiques ; elle se basera sur la maîtrise de la langue nationale arabe, la promotion de la culture amazigh, une ouverture conséquente sur les langues étrangères, la capacité de communication, de réflexion et d'initiative, une bonne connaissance des disciplines scientifiques et technologiques, et une généralisation progressive des nouvelles technologies. Le gouvernement encouragera et encadrera, également, l'enseignement privé. Il œuvrera à assurer l'adéquation entre l'éducation, la formation et l'emploi.

La réforme de l'enseignement supérieur visera, par ailleurs, à approfondir la réforme universitaire ; à démocratiser le fonctionnement de l'Université et à assurer son autonomie ; à impulser un partenariat avec les établissements publics et privés ; à permettre son intégration dans l'environnement régional ; à unifier les structures de l'enseignement supérieur en créant les passerelles nécessaires entre ses composantes.

Le gouvernement mènera une politique scientifique et technologique volontariste fondée sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale, à travers la définition d'axes prioritaires de recherche et la création d'un Fonds national pour la recherche. De même, cette politique encouragera la promotion de l'ingénierie nationale.

Dans le domaine de la culture, le gouvernement donnera la priorité à l'intégration de notre patrimoine culturel dans la vie économique et sociale des citoyens ; à la valorisation de sa diversité dans toutes ses formes d'expression ; ainsi qu'à la promotion, par le biais notamment de la coopération, du partenariat et du sponsoring, d'institutions culturelles efficaces à même de permettre à notre pays de s'insérer de façon productive dans le monde du savoir et de la communication, à réaliser un large développement de la production et de la diffusion culturelles.

L'insertion dans la société de l'information

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le gouvernement conduira une politique permettant l'entrée du Maroc dans la société de l'information. Il définira et mettra en œuvre une stratégie nationale, globale et intégrée, dans la poste, les télécommunications, l'informatique, l'audiovisuel et la communication. Il s'attachera à généraliser l'utilisation des technologies de l'information; à maîtriser la libéralisation du secteur, en favorisant la concurrence; à garantir l'accès à l'information et au savoir ; à mettre en place un plan de déploiement des autoroutes de l'information, et à accélérer le programme d'équipement du pays.

Dans le domaine de la communication, le gouvernement mettra en place un cadre général permettant de renforcer et d'étendre la liberté d'expression et d'information ; de développer le pluralisme, l'autonomie, la proximité, l'ouverture et le professionnalisme dans les médias ; d'actualiser et de mettre en œuvre les recommandations du premier colloque national sur l'information et la communication ; de concrétiser la Volonté Royale de création d'une Institution supérieure de l'information et de la communication ; de développer la production nationale audiovisuelle et le secteur du cinéma ; et de soutenir et de promouvoir la presse et les moyens d'information.

Le renforcement de la position de la femme

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

La réussite et l'efficacité de tout projet de développement passent par la reconnaissance de la pleine citoyenneté de la femme et la prise en compte de son rôle. C'est pourquoi nous considérons comme un élément essentiel de notre action, la mise en place d'une stratégie globale qui tend au

renforcement de la position de la femme, vise à combattre toutes les formes de discrimination subies par les femmes et à libérer leurs potentialités créatrices.

Pour cela, le gouvernement œuvrera :

- sur le plan juridique, à promouvoir la condition féminine sur la base du principe de l'égalité et en conformité avec les conventions et les déclarations internationales ratifiées par le Maroc, à améliorer les pratiques judiciaires pour une plus grande célérité dans l'application des avancées qu'a connues le code du statut personnel dans notre pays, et à mener, à terme, une réforme progressive de ce code dans le respect des valeurs de l'Islam ;

- sur le plan économique, à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie fondée sur des programmes, spécifiques et sectoriels, de développement efficients, et sur la prise en compte impérative de la dimension féminine ;

- sur le plan social, à développer des programmes destinés spécifiquement aux femmes, notamment dans les domaines de l'alphabétisation, de la scolarisation des filles et du soutien aux femmes en situation économique précaire et aux femmes rurales ;

- sur le plan culturel, à valoriser l'image de la femme dans la société à travers l'éducation et l'enseignement et à faire évoluer les mentalités par une politique de communication ;

- sur le plan politique, à mettre en place une stratégie permettant aux femmes d'accéder aux postes de responsabilité et de décision, conformément aux droits que leur reconnaît la constitution.

Un projet pour la jeunesse

Pour conforter la stratégie de mobilisation de la jeunesse, force dynamique de notre société, la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi des jeunes, notamment des jeunes diplômés, constituent un objectif prioritaire du gouvernement.

Il s'attachera ainsi à améliorer les conditions du vécu quotidien des jeunes, et à combattre la marginalisation dont ils sont souvent victimes. Il veillera également à mettre en place une politique nationale active d'encadrement socio-culturel des jeunes, apte à assurer le développement d'une culture nouvelle et à accroître les potentialités créatrices des jeunes.

Il œuvrera, dans ce cadre, à développer une stratégie nationale de promotion du sport et des infrastructures sportives, encouragera et coordonnera les initiatives publiques et privées tant au niveau national, qu'au niveau communal, provincial et régional.

Le contrat de solidarité

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le gouvernement place le développement social en tête de ses priorités, et ce dans le sens de la vision exprimée par Sa Majesté le Roi dans le Discours

du Trône, c'est-à-dire vers « un type de développement qui soit porteur de convergence sociale, générateur de solidarité, redistributif des fruits de la croissance, réducteur des inégalités ».

Ce caractère prioritaire doit être assumé par l'ensemble des forces vives de la Nation, dans le cadre d'un nouveau contrat de solidarité entre les catégories sociales, entre les régions et entre les générations. Ce contrat sera basé sur la proximité et sur une approche globale, cohérente et intégrée. Il visera à créer les synergies nécessaires entre les acteurs du développement social afin d'éviter les gaspillages et de répondre d'une façon efficiente aux besoins réels des populations concernées.

Dans ce cadre, les chantiers sociaux prioritaires du gouvernement seront la lutte contre le chômage, la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociales ; la promotion de l'alphabétisation et de l'éducation de base ; l'amélioration des soins de santé essentiels, la réforme de la protection sociale, et l'encouragement du logement social. La mise en œuvre de ces chantiers suppose la révision de la répartition spatiale et intersectorielle des dépenses sociales dans le but de cibler en priorité les zones et les provinces les plus pauvres ainsi que les couches sociales les plus vulnérables.

Mesdames et Messieurs,

En tête de ses priorités, le gouvernement entend inscrire la lutte pour faire reculer la pauvreté, qui affecte particulièrement les zones rurales et périurbaines. Cette lutte passe nécessairement par la mise en œuvre d'une stratégie de développement qui favorise une croissance économique rapide, multiplie les opportunités d'activité et d'emploi au profit des populations pauvres, et élargit leur accès aux services sociaux de base. Elle appelle, en même temps, une réforme en profondeur des mécanismes de transferts sociaux au profit des populations les plus démunies. Dans le but de mieux maîtriser les flux de ces transferts, le gouvernement entend mettre en place un système d'identification des populations qui devront bénéficier en priorité des services sociaux gratuits de l'État, particulièrement en matière de santé, de logement, de nutrition et d'assistance sociale.

Mais cette ambition ne peut pas être le seul fait du gouvernement. Celui-ci s'emploiera à mobiliser l'ensemble de la société par la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat avec les ONG, les collectivités locales, et la société civile. Dans ce cadre, le gouvernement accordera une importance particulière à la restructuration et à la dynamisation des institutions de l'économie sociale, en particulier les coopératives pour les inciter à jouer un rôle efficient dans cette stratégie. La mobilisation de tous favorisera la réinsertion des populations pauvres notamment par le biais de l'auto-emploi, et du micro-crédit. Cette stratégie sera consolidée par la création prochaine d'un Fonds de développement social et l'élaboration d'un mécanisme transparent de mobilisation de la zakat, dans le cadre de la commission annoncée par Sa Majesté le Roi dans le discours prononcé à l'occasion de la cérémonie de la nuit du Destin.

C'est dans cet esprit que le gouvernement s'attachera à mettre en œuvre, à l'échelle locale, une stratégie de développement social intégré en vue de promouvoir et d'intensifier les dynamiques locales par l'initiation d'interventions associant l'ensemble des acteurs. Ces actions tendront à désenclaver les zones reculées, à promouvoir l'emploi grâce au lancement de petits chantiers locaux, à renforcer les équipements sociaux essentiels, et à combattre la marginalité et l'exclusion.

La cohésion sociale doit être également consolidée par une politique volontariste visant à protéger la famille, l'enfance et les handicapés. Le gouvernement veillera, en particulier, d'une part à élaborer un Code de l'enfance, et à renforcer un ensemble de programmes destinés à protéger les enfants, les adolescents et les femmes contre les violences et autres abus dont ils sont victimes ; et d'autre part, à renforcer et à améliorer les structures d'accueil, de formation et d'aide à nos concitoyens handicapés.

Il s'attellera, également, à mettre en place, conformément aux Directives Royales, les mesures susceptibles de résoudre définitivement, dans la dignité et l'équité, les problèmes de la famille des résistants et des anciens membres de l'Armée de libération.

Mesdames et Messieurs,

Le chômage est l'une des principales manifestations de l'exclusion sociale. Le chômage des jeunes diplômés ainsi que le chômage de longue durée sont particulièrement inquiétants. L'emploi sera par conséquent au cœur des préoccupations du gouvernement et constituera la pierre angulaire de sa politique sociale.

Le problème du chômage est cependant d'une telle ampleur qu'il appelle un engagement collectif et cohérent de tous les acteurs économiques et sociaux dans le cadre d'Assises nationales pour l'emploi pour l'élaboration d'un Pacte pour l'emploi qui engagera toutes les composantes de la nation. Dans l'immédiat, il veillera à mobiliser tous les moyens disponibles afin d'encourager la création d'emploi, notamment par la relance d'une croissance à fort contenu d'emplois, la création d'une structure nationale d'intermédiation, et la mise en œuvre de programmes de travaux d'utilité publique.

Le gouvernement accordera une grande importance à la formation professionnelle en élaborant une vision et des objectifs clairs du rôle de celle-ci dans l'insertion des jeunes dans la vie active. Il veillera dans ce domaine à adapter les filières aux nouveaux métiers, à moderniser ses méthodes et outils et à favoriser le partenariat entre les institutions de formation et les organisations socio-professionnelles.

Le gouvernement s'emploiera également à faire aboutir la réforme du code de travail, à relancer le dialogue social, ainsi qu'à réformer le régime de prévention et de réparation des préjudices des accidents du travail et des risques professionnels.

Mesdames et Messieurs,

En matière de santé, le gouvernement renforcera davantage les efforts consentis afin d'améliorer l'accès aux soins de santé, grâce à la consolidation des infrastructures existantes, la mise en place d'un système de financement des soins prodigués aux populations démunies, le développement de l'assurance maladie, et l'application d'une politique du médicament socialement efficiente.

La réforme de la gestion hospitalière sera, quant à elle, un des vecteurs de la politique de mobilisation et de rationalisation des ressources, de maîtrise des coûts et d'une plus grande motivation du personnel.

Le gouvernement entend promouvoir la solidarité par le développement et le renforcement de la protection sociale et assurer d'une part, l'élargissement et la pérennité du dispositif de protection sociale et d'autre part, l'amélioration de la coordination entre les régimes, la rationalisation de la gestion des organismes de prévoyance sociale et l'amélioration de la qualité des services qu'ils rendent.

Mesdames et Messieurs,

Afin de répondre aux besoins des populations défavorisées, le gouvernement est également déterminé à réduire le déficit dans le secteur de l'habitat, et celui du logement social en particulier. Ce qui impulsera une nouvelle dynamique au secteur national de l'ingénierie et du BTP. La stratégie dans ce domaine sera axée, en particulier, sur la lutte contre la spéculation foncière, la mobilisation de terrains constructibles, le développement de nouveaux mécanismes de financement, la rationalisation de l'aide au logement, l'encouragement de la construction de logements pour les salariés, la lutte contre l'habitat insalubre, la relance du logement locatif, l'assainissement des établissements publics du secteur et la redéfinition de leur rôle, l'encouragement du secteur privé à s'engager dans la promotion de l'habitat économique.

Le gouvernement entend accorder un intérêt particulier à la protection de l'environnement qui a une place majeure dans toute stratégie de développement humain durable. C'est ainsi qu'il prendra soin de mettre en place un programme de développement environnemental pour évaluer de manière précise l'état de l'environnement dans notre pays et promouvoir une culture environnementale. Ce programme mettra aussi en place une législation et des normes adaptées, et encouragera l'utilisation de technologies propres et l'emploi d'énergies renouvelables.

Mesdames et Messieurs,

La solidarité entre les différentes régions du Royaume contribuera à réduire les inégalités de développement régionales. Elle inspirera l'élaboration d'une Charte nationale d'aménagement du territoire. Dans

cette perspective, le gouvernement mettra en place les dispositifs administratifs et financiers organisant les relations entre l'Etat et la Région et créera un fonds de péréquation et de développement régional. Ces actions seront renforcées par le réexamen des dispositions du dahir du 30 septembre 1976 relatif à l'organisation communale, à la mise en place de systèmes d'évaluation, de contrôle à posteriori et d'audit et à la formation des élus. Une attention particulière sera accordée à la rationalisation de la gestion des finances locales et des services publics urbains.

Ce devoir de solidarité nous impose d'accorder un intérêt particulier à la promotion des provinces et préfectures du Nord et de l'Oriental. A cet effet, le gouvernement renforcera le Programme d'action intégrée mené par l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord en vue de réaliser les objectifs stratégiques de désenclavement de la région et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Cette solidarité se concrétisera de même dans la défense des intérêts économiques, sociaux et culturels de nos concitoyens résidents à l'étranger et de leurs familles. Une attention particulière sera accordée aux préoccupations des jeunes migrants de la deuxième et troisième génération.

Une politique sectorielle intégrée

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Dans le cadre de la politique sectorielle, le gouvernement mènera une politique agricole volontariste et cohérente pour permettre à notre agriculture de réunir les conditions de réussite de notre sécurité alimentaire dans le cadre d'une ouverture maîtrisée et graduelle. A cette fin, le gouvernement mettra en place un Comité interministériel permanent et créera une structure de concertation avec les organisations socioprofessionnelles agricole. Il accordera également une priorité à l'amélioration des structures foncières, notamment par le réexamen de la situation des terres collectives ; à l'utilisation rationnelle du patrimoine naturel ; à la valorisation des ressources humaines ; à la promotion des activités non agricoles, à la restructuration de la CNCA en vue de renforcer et de diversifier ses activités et d'améliorer ses services.

Une attention particulière sera accordée à l'élaboration d'une stratégie de développement rural intégré tenant compte des spécificités régionales, en vue de réduire les inégalités socio-spatiales et d'améliorer le niveau de vie des ruraux.

Le secteur forestier est menacé par de nombreux facteurs qui en compromettent la conservation et le développement. Pour le protéger et le développer, le gouvernement veillera à parachever l'opération de délimitation du patrimoine forestier et à adapter le cadre législatif et réglementaire, afin de sauvegarder la biodiversité et la réhabilitation de la faune et de la flore

sauvages et de mettre en place de nouvelles règles de gestion de la ressource en concertation avec les collectivités locales, les acteurs privés et les usagers. Pour sauvegarder les ressources halieutiques, le gouvernement régulera l'effort de pêche et contrôlera l'accès aux zones de pêche situées dans les eaux territoriales. Sa politique sera également centrée sur la restructuration des flottes de pêche, la recherche de l'équilibre des pêcheries et la valorisation des différentes composantes de la filière, ainsi que sur la promotion de la condition des gens de la mer.

Dans le domaine de l'énergie, le gouvernement mènera une politique visant particulièrement à assurer l'approvisionnement énergétique dans les meilleures conditions et à étendre le réseau électrique, notamment en milieu rural.

Le gouvernement entend mener une politique active de prospection minière, restructurer et faciliter la reconversion des bassins miniers, et enfin consolider nos acquis dans le marché mondial des phosphates.

La politique industrielle du gouvernement visera à stimuler l'effort de restructuration et de modernisation des entreprises nationales, à soutenir les branches à forte valeur ajoutée, à diversifier les industries, à organiser les filières et grappes et à promouvoir les secteurs émergents.

Pour promouvoir l'artisanat, le gouvernement veillera à réaliser un recensement exhaustif des artisans et des entreprises artisanales, à favoriser la prospection de nouveaux marchés et à améliorer la situation sociale des artisans.

Dans le secteur touristique, le gouvernement envisage de mettre en application un plan d'action visant à relancer l'investissement, renforcer la formation, promouvoir le tourisme local, améliorer l'animation et l'accueil, diversifier le produit touristique et améliorer sa compétitivité et sa promotion.

Le gouvernement mobilisera l'investissement public et encouragera l'investissement privé pour accélérer l'équipement du pays en infrastructures modernes. Il visera notamment à désenclaver le monde rural, accélérer la réalisation du programme autoroutier, améliorer la mobilisation des ressources en eau et consolider l'infrastructure du royaume en ports. Concernant les transports, la politique du gouvernement tendra à améliorer la compétitivité du secteur par sa libéralisation progressive, la mise à niveau des différents intervenants, la participation active à la promotion du tourisme et la mise en place d'une politique cohérente en matière de sécurité des transports.

Une présence active sur la scène internationale

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Le gouvernement est résolu à mettre en œuvre une politique étrangère dynamique et constructive qui, à l'heure de l'ouverture des économies et

de la mondialisation, devra contribuer, outre le raffermissement des relations avec les pays frères et amis, à la promotion économique de notre pays à l'extérieur et à l'attraction des investissements étrangers. Il agira, dans tous les cas, en conformité avec les principes et options qui ont toujours déterminé les positions de notre pays à l'égard des grandes questions régionales, africaines et internationales. Et ce, sur la base des directives royales qui ont été en permanence fondées sur le respect de la légalité et du droit international et sur la résolution des différends par la voie pacifique et le dialogue.

Le renforcement des relations du Maroc avec les autres pays du Maghreb arabe vient au premier rang des priorités de notre politique étrangère. L'Union du Maghreb arabe est pour nous une option stratégique irréversible, elle constitue à la fois une exigence historique, humaine, culturelle, économique et politique, à l'heure notamment de l'émergence et du renforcement des regroupements économiques régionaux.

A une autre échelle, le gouvernement est déterminé à déployer tous les efforts nécessaires dans le but de raffermir la coopération arabe et islamique au bénéfice des aspirations légitimes de nos peuples. La situation au Moyen-Orient constitue une des préoccupations majeures du Maroc qui considère que la politique du gouvernement israélien actuel et son refus d'honorer les accords de Madrid et d'Oslo ainsi que l'ensemble des engagements pris à l'égard de la partie palestinienne sont la cause directe de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le processus de paix.

Nous ne cesserons de réaffirmer que la réalisation de la paix, de la stabilité et de la coopération économique dans la région est subordonnée au succès du processus de paix par l'application des résolutions du conseil de sécurité, du principe de « la terre contre la paix » et le respect du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à un Etat indépendant avec Al-Qods Al-Charif comme capitale. Le gouvernement œuvrera à trouver une solution à l'embargo que subit la Libye et un règlement définitif aux souffrances du peuple irakien.

Sur le plan africain, le gouvernement agira dans le sens de l'amélioration des relations bilatérales avec les différents pays africains et du renforcement de la coopération économique, seules à mêmes de permettre de faire face aux grands problèmes auxquels est confronté notre continent et qui mettent en danger sa stabilité, les chances de développement et de progrès de ses peuples.

Mesdames et Messieurs,

Notre relation avec l'Union européenne à laquelle nous lie un accord d'association vient au premier rang de notre attention. Le Maroc suit avec une grande attention le processus de partenariat euro-méditerranéen initié à Barcelone et qui vise à instaurer une zone de paix, de sécurité et de prospérité partagée en Méditerranée. Un tel espace régional ne saurait, cependant, se réaliser que si tous les efforts sont déployés de part et d'autre

pour atténuer les écarts de développement et de niveau de vie entre les deux rives de la Méditerranée.

Conformément à la tradition politique de notre pays, le gouvernement œuvrera également à développer les relations d'amitié et de coopération qui le lient avec les pays de l'Europe centrale et orientale et les continents américain et asiatique.

Il œuvrera à renforcer ses relations privilégiées avec les Etats-Unis d'Amérique avec lesquels nous entretenons des relations d'amitié séculaires que nous nous attellerons à consolider et à développer dans l'intérêt de nos deux peuples.

Une relation d'étroite collaboration entre le gouvernement et le parlement

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

S'appuyant sur les principes du dialogue et de la transparence, le gouvernement entend asseoir ses rapports avec le pouvoir législatif sur la base d'une étroite collaboration dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs. Cette collaboration s'attachera à rechercher l'efficacité, la consolidation des traditions de dialogue et la réalisation de l'intérêt général.

A cet effet, le gouvernement respectera scrupuleusement ses obligations constitutionnelles envers le parlement en accordant toute leur importance aux questions écrites et orales qui constituent un des modes de contrôle de l'action du gouvernement. Il prendra une part active aux séances du parlement et au travail des commissions parlementaires. Il veillera à accélérer les procédures de mise au point des projets de loi et l'examen des propositions de loi. Il fera, soit à son initiative, soit à la demande du parlement, des déclarations au sujet des grands dossiers de la nation, et ce dans le but de permettre aux membres des deux chambres de suivre de près l'activité gouvernementale.

Mesdames et Messieurs,

Le gouvernement puise sa légitimité, sa force et son énergie dans la confiance de Sa Majesté le Roi et le soutien du parlement.

Dans ce cadre, la majorité parlementaire, qui a œuvré à l'élaboration du programme gouvernemental, constituera un partenaire essentiel et une force d'appui indispensable à la mise en œuvre de ce programme. A cette fin, une commission de coordination a été constituée sous la présidence du Premier ministre comprenant les présidents des groupes de la majorité et un certain nombre de ministres. Celle-ci tiendra des réunions régulières en vue de coordonner et de faire converger les points de vue, d'arrêter des positions communes au sein du parlement et de défendre avec détermination la politique gouvernementale, conformément aux intérêts supérieurs de la nation.

Le gouvernement est parallèlement déterminé à établir des relations de respect et de dialogue avec l'opposition parlementaire et à lui ouvrir l'accès aux dossiers relatifs aux questions et décisions fondamentales. Il le fera dans la transparence, la clarté et une nette démarcation des responsabilités respectives. Un bon fonctionnement des règles démocratiques suppose, en effet, l'existence d'une majorité soutenant le gouvernement et d'une opposition, chacune assumant ses responsabilités et son rôle, dans la loyauté et à l'abri de toute ambiguïté. Tel est le fondement-même des règles du jeu parlementaire et le gage d'un bon fonctionnement des institutions. Le ministère chargé des relations avec le parlement veillera, pour le compte du gouvernement, à la bonne organisation des rapports de ce dernier avec le parlement conformément aux principes et règles énoncés dans la constitution.

Monsieur le Président,
Honorables représentants,

Tel est le programme que le gouvernement entend assumer et mettre en œuvre. Nous mesurons ensemble l'ampleur de l'ambition qu'il recèle. Nous sommes néanmoins assurés que la volonté de Sa Majesté, le dévouement du gouvernement, l'adhésion du peuple marocain et le soutien du parlement en feront un préalable à la réalisation du changement espéré.

Nous ne sous-estimons pas les difficultés et les contraintes auxquelles est confronté notre pays ni ne cédon à un optimisme facile. Nous évaluons à sa juste mesure l'effort collectif qu'il faudra déployer, les ressources de solidarité, d'audace et d'abnégation dans lesquelles il faudra puiser pour concrétiser les espérances portées par ce programme. Son succès, nous en sommes convaincus, dépendra largement de la disposition des acteurs économiques et sociaux de notre pays à se départir de toutes les formes d'attentisme, de parier sur l'avenir et d'assumer les charges et les contraintes d'aujourd'hui pour en recueillir les fruits demain, dans un Maroc qui a besoin de tous ses fils, sous la direction éclairée de Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu l'assiste. Puisse-t-il combler le Souverain en la personne de S.A.R. le Prince héritier Sidi Mohammed, de S.A.R. le Prince Moulay Rachid et de tous les membres de l'illustre Famille Royale.

Bilan de l'action gouvernementale

Discours du Premier ministre devant la Chambre des représentants (août 2002)

« Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux
Que la prière et la paix soient sur le Prophète,
Sa Famille et Ses Compagnons

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Il y a plus de quatre ans de cela, je me suis présenté devant votre Honorable Chambre pour vous exposer, au nom du gouvernement d'alternance, le programme que nous comptons réaliser au cours de l'actuelle législature. Je me suis également présenté devant vous, à la mi-législature, pour vous présenter les réalisations, les chantiers ouverts et les perspectives d'action.

Ce programme a été considéré comme un engagement contractuel entre les pouvoirs exécutif et législatif. Il s'agissait, en premier lieu, d'un profond engagement moral envers feu S.M. le Roi Hassan II, que Dieu L'ait en sa sainte Miséricorde, un engagement d'une dimension historique ayant reflété la volonté de changement exprimée par le peuple marocain et les forces politiques vives du pays à travers l'installation de ce gouvernement. C'est aussi un engagement renouvelé à l'égard de S.M. le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, qui poursuit avec fermeté et assurance la marche démocratique, économique et sociale de la Nation et qui a exprimé, plus d'une fois, sa confiance royale en ce gouvernement et l'estime de Sa Majesté vis-à-vis de l'expérience de « l'alternance en tant qu'étape importante sur la voie de la consolidation de la démocratie », comme l'a souligné Sa Majesté dans l'important discours prononcé à l'occasion du troisième anniversaire de l'intronisation du Souverain, ce qui ravive encore plus notre fierté de la précieuse confiance renouvelée qui nous a été témoignée, du travail aux côtés de Sa Majesté et sous sa conduite, sur la voie du parachèvement de l'édification de la société démocratique à laquelle aspire le Souverain et de la réalisation du développement global souhaité par Sa Majesté, que Dieu le préserve, en réponse aux attentes du peuple marocain, travail que Sa Majesté le Roi, que Dieu le préserve, s'est félicité de voir se réaliser en parfaite symbiose entre les orientations ambitieuses de Sa Majesté et les réalisations accomplies par le gouvernement et le Parlement.

A l'issue de cette période durant laquelle nous avons assumé la responsabilité, il paraît naturel que le gouvernement, fidèle à l'engagement qu'il a pris devant Sa Majesté le Roi ainsi que devant le peuple marocain et ses représentants, présente une Déclaration dressant le bilan de son action et des réalisations accomplies, conformément aux axes contenus dans son programme.

La présentation de ce bilan est une pratique logique dans les pays démocratiques, mais nous enregistrons avec fierté que c'est la première fois au Maroc que le gouvernement prend une telle initiative. Cela constitue l'expression suprême du comportement civilisé envers les différentes composantes du Parlement, particulièrement vis-à-vis de l'opposition.

Le gouvernement d'alternance considère que le fait de consacrer cette tradition s'inscrit en droite ligne de la transition démocratique, consacrant l'état des institutions, instaurant une nouvelle culture de responsabilité au plus haut niveau des structures de l'Etat et enrichissant la méthodologie de dialogue entre les pouvoirs législatif et exécutif.

Dynamiser l'institution du Premier ministre

Monsieur le Président,

Etant conscient de la lourde responsabilité que nous assumons, soucieux de notre engagement quant à la rationalisation de la gestion de la chose publique et la réhabilitation de l'action institutionnelle, nous avons, dès le début, placé à la tête de nos priorités la nécessité d'élever l'institution du Premier ministre à la hauteur de la fonction constitutionnelle escomptée. Ainsi, nos efforts se sont concentrés sur le fait de lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre des prérogatives qui sont les siennes selon les dispositions de la Constitution, essentiellement en ce qui concerne l'exercice de ses fonctions d'encadrement et d'animation de l'action gouvernementale, ainsi que celles de coordination et d'arbitrage. Des fonctions que nous avons assumées de manière directe, à travers les structures relevant de la primature et aussi à travers les commissions ministérielles créées pour se pencher sur l'étude de dossiers importants, dans le cadre d'une interaction positive entre toutes les composantes du gouvernement. Nous avons également eu recours, chaque fois que cela a été nécessaire, aux lettres d'orientation et aux circulaires pour tracer les orientations générales de l'action gouvernementale dans les divers domaines, les rappeler ou les réactiver.

Parallèlement, nous avons veillé, durant toutes les étapes de cette législature, à consacrer la vertu du dialogue et à faire prévaloir la coordination dans nos rapports avec la majorité parlementaire, en tant que partie agissante dans l'élaboration du programme gouvernemental, en tant que principal partenaire du gouvernement et en tant que force de soutien nécessaire pour l'application dudit programme, ce qui a eu un impact positif sur la prestation

Bilan de l'action gouvernementale

de la coalition gouvernementale et a facilité son homogénéité et sa solidarité, tout au long des quatre dernières années.

Partant de notre conviction d'établir une coopération fructueuse avec le Parlement, conviction exprimée dans la Déclaration gouvernementale, nous avons tenu à ce que le dialogue constitue le fondement de la coopération entre les pouvoirs législatif et exécutif. Les résultats de ce dialogue ont été extrêmement positifs, comme cela apparaît clairement dans le traitement des questions décisives et épineuses. L'importance des textes législatifs adoptés et des réalisations accomplies, que j'aurai l'honneur d'exposer dans ce discours-bilan, n'ont fait que consacrer ce dialogue qui a gagné en maturité.

L'intégrité territoriale

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Pour le gouvernement, la priorité des priorités a été la question de notre intégrité territoriale, qui fait l'objet de l'unanimité nationale, conformément à l'engagement irréversible de Sa Majesté le Roi et du peuple marocain quant à l'intégrité territoriale et à la défense de la souveraineté du Royaume dans ses frontières authentiques. Nous allons ainsi poursuivre les efforts pour récupérer toutes les zones et mettre un terme à l'occupation des villes de Sebta et Mellilia et de toutes les îles avoisinantes spoliées, sur la base de la légalité internationale et en respect de la Convention d'amitié, de coopération et de bon voisinage avec l'Espagne.

Partant du souci de préserver et de consolider l'intégrité territoriale et à la suite des difficultés objectives qui ont empêché la poursuite de l'application du plan de règlement onusien pour l'organisation du référendum, le gouvernement a exprimé sa disposition à coopérer avec la communauté internationale en vue de parvenir à une solution politique, dans le cadre de l'unité et de la souveraineté nationales, de la décentralisation et de la régionalisation. Le gouvernement a également souligné, sur hautes directives royales, la position nationale rejetant toute idée portant atteinte à l'unité du territoire national, insistant avec force sur le refus de toute partition de nos provinces du Sud.

Nos concitoyens dans ces provinces ont démontré et affirmé au monde entier et à maintes occasions, particulièrement lors de la visite royale bénie dans ces provinces, leur attachement à leur Souverain et à leur marocanité. Aucune des entraves dressées par les ennemis de notre intégrité territoriale ne saurait nous empêcher de poursuivre nos efforts pour clore définitivement ce dossier, par la grâce de Dieu.

Je saisis cette occasion pour exalter encore une fois, au nom du gouvernement de Sa Majesté le Roi, le rôle important joué par les Forces armées royales, les forces de la Gendarmerie royale, les éléments de la Sûreté nationale et des Forces auxiliaires, exprimant notre estime et considération

pour les sacrifices consentis au service de la patrie et de la préservation de son indépendance, de sa souveraineté et de son unité territoriale.

Nous ne saurions omettre d'avoir présent à l'esprit, à cette occasion, les supplices que subissent des centaines de nos frères, militaires et civils, séquestrés par la horde des séparatistes à Tindouf, exhortant la communauté internationale à poursuivre ses pressions sur ces geôliers afin de les libérer, conformément à la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre. A cette occasion, nous présentons nos félicitations à ceux qui ont été libérés dernièrement ainsi qu'à leurs familles.

Dans le cadre de notre cause nationale, je note avec fierté les bons résultats que nous avons pu obtenir grâce à l'action diplomatique sérieuse et fructueuse qui a concerné tous les continents et donné ses fruits après le retrait par plusieurs pays de leur reconnaissance de l'entité fantoche, ce qui témoigne de l'effritement et de l'échec des thèses que ne cessent de ressasser les ennemis de notre intégrité territoriale.

Renforcer l'action diplomatique

L'action diplomatique a été parmi les domaines qui ont connu un franc succès. En exposant le bilan, il importe, tout d'abord, de nous remémorer avec déférence le rôle historique de Feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu l'ait en Sa Sainte Miséricorde, dans la consolidation des principes de la diplomatie marocaine et au service de ses orientations, de ses objectifs et de son rayonnement régional et international.

S.M. le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a poursuivi les efforts bénis déployés à cet égard. Sur orientation de Sa Majesté, le gouvernement a joué un rôle capital dans la dynamisation de la diplomatie marocaine, que ce soit au plan arabe, islamique, africain ou international. Les efforts du gouvernement ont traduit la volonté inébranlable de consolider le rang privilégié du Maroc, en tant que pays ouvert, ayant foi en la démocratie et la modernité et en tant qu'élément agissant et influent dans son environnement géopolitique.

Il m'est agréable, à cette occasion, de rappeler le rôle important de S.M. le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al-Qods, à tous les niveaux, en solidarité avec le peuple palestinien résistant et son autorité légitime pour qu'il recouvre ses droits légitimes à la liberté, au retour et à l'établissement de son Etat indépendant, avec Al-Qods Acharif comme capitale, ce que nous considérons comme un facteur fondamental pour sortir la région arabe de la tourmente des événements internationaux.

L'action diplomatique a été surtout marquée par sa diversification et son orientation vers de nouvelles régions et zones à travers le monde ainsi que par la promotion et la consolidation de notre diplomatie économique, en associant les acteurs économiques des secteurs public et privé. Elle a été également marquée par la consolidation des relations avec les pays frères

Bilan de l'action gouvernementale

dans les mondes arabe et islamique, de même que par le renforcement des relations avec l'Union européenne et les autres pays européens candidats à l'adhésion à ce groupement et des liens d'amitié et de coopération traditionnels avec les Etats-Unis d'Amérique, et par l'intensification de nos rapports avec les organisations régionales et internationales.

Lourd héritage

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Il ne fait pas de doute que quel que soit le bilan que j'exposerai devant votre Chambre, il ne saurait répondre aux conditions d'objectivité et de probité intellectuelle, si l'analyse n'est pas étendue à la présentation de l'expérience que nous avons vécue, à la lumière de la réalité que nous avons héritée, ainsi que des circonstances et des contraintes auxquelles nous avons dû faire face dès notre prise de fonction.

En effet, nous avons fait face à une situation dont l'aspect préoccupant se révélait à nous jour après jour. Notre pays était au seuil d'une crise sociale globale, la compétitivité de notre économie était faible, l'épargne et l'investissement n'étaient pas à la hauteur en raison de l'absence d'une vision claire et de la perte de confiance chez les acteurs économiques, les finances publiques étaient très fragilisées en raison du fardeau des dépenses d'équipement et du volume de la dette extérieure publique, en particulier, avec les dépassements au niveau du déficit public, tandis que le secteur public allait vers l'effondrement en raison de la mauvaise gestion de certains établissements et entreprises publics, transformés en forteresses inexpugnables, comme vous le savez.

Le plus grave dans tout cela, c'est que nous nous sommes heurtés à la réalité d'une société qui souffrait encore des séquelles d'un passé douloureux en matière des droits de l'Homme, en dépit des importantes et positives étapes franchies par le pays durant les années écoulées ; tandis que la dépravation menaçait nos valeurs sociales suprêmes et la dégradation entamait les référentiels civilisationnels et culturels que préservait notre jeunesse, particulièrement. L'individualisme et l'inertie se sont propagés ; le phénomène de l'insouciance vis-à-vis de la chose publique et l'absence de crédibilité supposée dans l'action politique se sont accrus, au même titre que la désaffection vis-à-vis des consultations électorales, voire leur ignorance.

Charte pour le changement

Pour dépasser une telle situation, un saut qualitatif national devait être réalisé, ce que la Déclaration du gouvernement, que j'ai eu l'honneur de présenter devant vous en avril 1998, a tenu à concrétiser, à travers "la Charte pour le changement". Dès le départ, les efforts du gouvernement ont tendu

vers l'élaboration d'une nouvelle approche dans la gestion de la chose gouvernementale, basée sur des principes essentiels jetant les bases du Maroc de demain. Nous avons, dans ce sens, insisté sur l'élément humain, autrement dit, la valorisation des ressources humaines, aux plans de l'éducation et de la formation, ainsi que sur la consécration des droits économiques et sociaux. Nous nous sommes également attelés à la réhabilitation du plan en modernisant ses méthodes, l'objectif étant de disposer d'une vision à spatiale. En outre, nous avons prospecté une nouvelle vision pour l'aménagement de l'espace national dans le but d'un développement équilibré du territoire et d'une implantation idéale des projets et des programmes d'investissement, en vue de donner une dimension globale à l'édifice régional, en tant que cadre privilégié pour la gestion de la chose publique, économiquement, administrativement, socialement et culturellement, et en tant qu'interlocuteur principal de l'Etat. Le dernier principe consiste en l'adoption du partenariat et du développement de l'approche participative en tant que méthode dans le processus de prise de décision, basés sur les principes de l'engagement, de la responsabilité et de la confiance.

Ainsi le programme-charte a-t-il été axé sur les cinq priorités suivantes :

1. consolider l'Etat de droit à travers l'élargissement de l'espace des libertés, la réhabilitation du travail institutionnel et la moralisation de la gestion de la chose publique ;
2. entreprendre une réforme globale du système de l'éducation et de la formation et intégrer notre pays dans la société de l'information et du savoir du XXI^e siècle ;
3. réunir les conditions d'un développement économique accru, durable et générateur d'opportunités d'emploi ;
4. renforcer la cohésion sociale à travers la consolidation de la vertu de la solidarité, conformément aux préceptes de notre sainte religion, l'Islam ;
5. réaliser un développement intégré du monde rural, selon une stratégie visant à établir les équilibres économique, social et spatial.

Les libertés et la construction de l'Etat de droit et le renouvellement des institutions

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Au regard de la situation que traversait le pays et dès le premier instant de notre prise de responsabilité, nous avons manifesté la volonté d'ouvrir un chantier politique en rupture avec le passé et d'approfondir le caractère démocratique de notre système politique, volonté puisée dans notre conviction qu'aucun projet de développement économique et social ne peut réussir sans la réalisation d'une mise à niveau politique rendant à l'Homme sa dignité et lui permettant de s'inscrire volontairement et de manière enthousiaste dans la vie publique et de contribuer activement dans les divers

domaines de changement, étant donné qu'il s'agit là du plus important pari que nous nous devons de gagner pour réaliser la transition démocratique et édifier la société démocratique, prônée par Sa Majesté le Roi, que Dieu Le préserve.

Ainsi, la réhabilitation des droits individuels fondamentaux ont été à la tête de nos engagements dans le domaine des droits de l'Homme. Durant les dernières années, nous avons œuvré à réhabilité les victimes du passé. La voie a été tracée par Sa Majesté le Roi en mettant en place une instance indépendante pour l'indemnisation des victimes de la disparition forcée et de l'arrestation arbitraire. L'objectif a été atteint avec l'allocation d'un montant de 890 millions de dirhams ayant permis de régler définitivement, jusqu'à présent, la situation de plus de 1 200 personnes parmi les victimes et les ayants droit. La finalité n'est pas de s'arrêter sur l'important effort financier consenti par l'Etat dans ce domaine, mais de mettre en exergue la profonde dimension morale et humaine de cette initiative nationale, unique en son genre, à travers laquelle a été consacré le principe de la responsabilité de l'Etat en tant qu'engagement collectif conscient pour que ce qui est arrivé ne se reproduise plus.

Dans le même sens, nous avons œuvré pour une régularisation globale et équitable de la situation administrative et financière des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics qui ont été licenciés et suspendus pour des raisons politiques ou syndicales. Nous avons voulu réhabiliter cette catégorie lésée de citoyens, à travers cet acte qui a permis le retour de 600 personnes à leurs fonctions, tout en les faisant bénéficier de leurs pleins droits, et ce depuis la date de cessation du travail. Cette démarche, qui a permis la réconciliation de ces fonctionnaires avec leurs administrations et établissements, a nécessité une enveloppe budgétaire de plus de 80 millions de dirhams.

Avec le même souci de préserver la dignité du citoyen marocain, nous avons axé notre intérêt sur les lacunes dont souffre *le Code pénal*, prenant en considération la nécessité de renforcer les garanties afférentes à un procès équitable, ainsi que les procédures et mesures que nous avons tenu à introduire dans le nouveau texte amendé.

Afin de préserver la dignité des prisonniers, il a été procédé à l'adoption d'une nouvelle législation conforme aux paramètres internationaux les plus modernes dans ce domaine, sachant que le vécu dans les établissements pénitentiaires nécessite encore davantage de réformes.

Nonobstant ce qui doit être entrepris au niveau des droits individuels, le bilan de ce qui a été réalisé constitue, sans aucun doute, une entrée en matière considérable à notre action, qui vise la réhabilitation de la vie publique, dans sa conception la plus large, ses valeurs, ainsi que sa place au sein de la société.

Monsieur le Président,

L'un des plus importants défis de l'étape de la transition démocratique, que nous vivons aujourd'hui, réside particulièrement dans la création de conditions permettant une adhésion responsable du citoyen à la vie politique, sa forte mobilisation au service d'initiatives citoyennes ciblées et sa contribution enthousiaste dans l'action associative constructive. Dès lors, tout un chacun peut saisir les motifs ayant poussé le gouvernement d'alternance à ouvrir deux chantiers centraux, qui vont de pair : le premier concerne l'élargissement de l'espace des libertés collectives et l'immunisation de la vie publique, alors que le second porte sur le parachèvement de l'édifice institutionnel et la moralisation de la gestion de la chose publique.

La démocratie n'a de sens et la vie publique ne peut jouer pleinement son rôle sans que soient garanties les libertés collectives et concrétisés le pluralisme et la liberté d'expression. Partant de là, Sa Majesté le Roi a veillé à mettre en place les moyens et garanties nécessaires à l'exercice des libertés publiques, à savoir le nouveau Conseil consultatif des droits de l'homme et *Diwan Al Madhalim*, dont l'installation, dans les prochaines semaines, a été annoncée par le Souverain, que Dieu Le préserve, dans le dernier discours du Trône. Ceci nous a incité, d'autre part, à introduire des amendements en matière de lois relatives aux libertés publiques, dont on ne peut nier l'importance et encore moins la profondeur, eu égard aux régressions dangereuses qui ont dénaturé l'esprit des dahirs de 1958 et aux grandes lacunes dont ils étaient entachés et que nous avons pu ensemble, nous et vous, dépasser.

S'agissant du *Code de la presse*, nous avons consacré la liberté de la création et renforcé les garanties juridiques de la liberté de la presse. Pour ce qui est de la nouvelle loi des associations, il a été procédé, particulièrement, au renforcement de leur solvabilité, tout en insistant sur une gestion transparente de ces associations afin d'éviter les dérives, plaçant leur dissolution entre les mains de la justice. Nous avons également clarifié la procédure relative à la demande d'utilité publique.

Nous avons tenu à associer les associations de la société civile à la mise en place de ces réformes, en signe de reconnaissance de leur rôle vital dans l'organisation de la vie publique et dans l'établissement de passerelles entre la société et les institutions de l'Etat. En guise d'encouragement, il a été procédé, comme vous le savez, à la satisfaction des demandes formulées par les plus importantes organisations nationales œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme pour acquérir la qualité d'utilité publique, instituant par la même une nouvelle culture dans les relations entre l'Etat et la société civile. Aussi avons-nous doté la loi sur les rassemblements publics des garanties constitutionnelles nécessaires.

L'édification de la démocratie ne saurait être parachevée sans une réforme globale du secteur de l'audiovisuel, sachant que la réforme de ce secteur

constitue une partie intégrante de la promotion de la pratique politique dans notre pays. A cet égard, il a été procédé à l'élaboration d'une stratégie intégrée qui ne se limite pas uniquement à la libéralisation du secteur dans un cadre organisé, et encore moins à la mise en place d'un pôle audiovisuel efficace et concurrentiel, mais qui veille également au respect de la liberté d'expression et à l'encouragement de la création nationale.

Nous sommes d'autant plus satisfaits que cette stratégie a trouvé la voie de la mise en exécution dans le dernier discours de Sa Majesté le Roi, que Dieu l'assiste, dans lequel le Souverain a annoncé la « création d'une instance supérieure de la communication audiovisuelle, en tant qu'institution indépendante », « mettant fin au monopole de l'Etat dans ce domaine » et permettant l'émergence d'« un service public de radio-télévision », adapté aux nouvelles exigences du paysage audiovisuel de notre pays.

Nous aurions ainsi traversé des étapes non-négligeables sur la voie de l'éradication des entraves qui se dressent devant la liberté d'expression des individus et des groupes, la levée de mesures contraignantes qui leur sont imposées et qui ont longtemps empêché la fondation de bases solides à même d'asseoir une vie publique naturelle, authentique et immunisée dans notre pays. Ce sont là des acquis irréversibles, dont nous sommes fiers.

Nous sommes conscients du fait qu'il ne peut y avoir de vie politique saine et immunisée sans la mise en place d'institutions démocratiques complètes, crédibles et efficaces. Plus encore, nous n'avons aucun doute que l'édification d'un Maroc économiquement fort et socialement juste, demeure largement tributaire de notre capacité à gagner le pari de la démocratisation de la politique, du parachèvement de l'édification des institutions et de la moralisation de la gestion de la chose publique.

Partant de là, nous étions déterminés à réaliser deux ambitions qui nous sont chères, découlant du message de l'alternance :

Premièrement, mettre le champ politique à l'abri des dérapages et violations flagrantes, qui avaient dangereusement entaché les précédentes expériences électorales. Nous sommes mus par une forte détermination de faire des prochaines élections les premières opérations électorales transparentes dans notre pays, à l'ère du nouveau règne et sous la supervision du gouvernement de l'alternance.

Réaliser cet objectif requiert, à notre avis et en premier lieu, une rupture avec le passé, par le changement du mode de scrutin uninominal en vigueur et qui peut être détourné, par la fraude et l'argent sale, pour falsifier la volonté populaire et mettre à mal la démocratie.

En échange, notre choix s'est porté sur le mode de scrutin par liste, en concrétisation de notre volonté de réhabiliter l'action politique, organisée et responsable et de hisser l'opération électorale au niveau de la concurrence entre les programmes, les idées et les choix. Nous avons estimé que cette approche est d'autant plus positive qu'elle favorise le rôle d'encadrement des partis politiques, en droite ligne des principes de base

de la constitution, et l'établissement des alliances sur des bases claires et transparentes, avec pour références l'harmonie des choix et la concordance des programmes et des objectifs, ce qui, à notre avis, fournit les conditions objectives à la formation d'une majorité responsable et solidaire, d'où émanera un gouvernement fort et cohérent.

Si nous ajoutons au changement de mode de scrutin l'institution d'une liste nationale réservée essentiellement aux femmes, outre une série de mesures garantissant le bon déroulement des élections, nous aurons honoré notre engagement visant à développer et à démocratiser l'outil électoral, à garantir la liberté d'expression et le choix des élus en tant qu'enjeu principal pour la moralisation de la vie politique et l'édification des institutions auxquelles Sa Majesté le Roi appelle de Ses vœux, et qui ont été l'objet de l'action du gouvernement.

Le deuxième objectif résidait dans le rétablissement de la crédibilité de la gestion de la chose publique et la réconciliation du citoyen avec ses institutions partant du rôle de ces deux facteurs dans la bonne exécution des contenus de la politique socio-économique.

Nous avons ainsi choisi d'entamer deux réformes, qui avaient eu un effet positif sur la relation du citoyen avec l'organe exécutif. Nous avons, d'une part, entamé la moralisation de la gestion de la chose publique et poursuivi le parachèvement de l'édification de l'administration territoriale, d'autre part.

Concernant la gestion de la chose publique, nous étions conscients que les initiatives que nous allions prendre pour la promotion de la pratique politique dans notre pays ne seraient en aucun cas suffisantes pour enclencher la réconciliation nécessaire entre le citoyen et ses institutions, le retour de sa confiance dans l'action législative, administrative et judiciaire, afin de gagner en contrepartie son adhésion dans le processus de changement.

De là émane la décision du gouvernement d'entamer le processus de moralisation de la vie publique, qui est un autre engagement de notre part, étant conscients qu'il n'y aura pas de vie publique normale sans jeter les fondements d'une gestion honnête et transparente de la chose publique dans notre pays.

Notre action dans ce domaine s'est déployée sous différentes formes, soit par l'élaboration de textes de loi, soit par des investigations, des audits et des sanctions disciplinaires et judiciaires qui ont touché nombre de secteurs et d'établissements publics, comme le Maroc n'en a jamais connus et avec une ampleur qui prouve la gravité de l'état dans lequel nous avons trouvé certains services du secteur public. A cet égard, je me dois de souligner la contribution remarquable de notre organe législatif et son rendement fructueux dans la concrétisation de cet effort national visant à mettre fin à la culture de l'impunité et à promouvoir celle du contrôle. Il s'agit là d'un acquis important qu'il convient de relever.

Il convient également de souligner l'action des différents secteurs gouvernementaux visant l'activation des moyens de contrôle interne en ce

qui concerne les deniers publics, le renforcement de l'éthique et la promotion de la transparence et de l'honnêteté dans la marche des services publics.

Nous avons toujours en mémoire notre engagement relatif à la nécessité d'élaborer un régime salarial dans la fonction publique, dans la mesure où nous avons élaboré un projet de réforme qui sera soumis au Conseil supérieur de la fonction publique qui se réunira pour la première de l'histoire du Maroc.

Il convient également de saluer l'effort déployé pour contraindre les administrations, les collectivités locales et les établissements publics à mettre en œuvre les jugements prononcés à leur encontre, afin de préserver les droits des citoyens, la probité de la justice et de consolider l'Etat de droit dans le monde des affaires. Durant cette législature, il a été procédé à l'exécution de 80 à 88 % des jugements prononcés entre les tiers ou concernant les compagnies d'assurances et de plus de 45 % des jugements prononcés contre les différents services de l'Etat.

Dans ce sens, nous avons entrepris la restructuration des tribunaux de commerce afin de garantir les droits des acteurs économiques. Nous avons affecté des fonds pour honorer la dette de l'Etat vis-à-vis des entreprises privées. Au même moment, les attentes grandissantes des citoyens et des entreprises nous incitaient à travailler pour le changement des modes de comportement de l'administration avec son environnement.

L'initiative royale, relative à la création de *Diwan Al Madhalim* intervient en réponse à ces aspirations, exprime une noble volonté visant la levée des obstacles qui se dressent entre l'administration et le citoyen, consacre un intérêt grandissant des différents secteurs gouvernementaux pour satisfaire les requêtes des citoyens.

Et s'il était difficile pour nous de parvenir, durant cette période, à redresser tous les dérapages, éliminer tous les dysfonctionnements et mettre fin à tous les aspects de la mauvaise gestion, et ce pour des raisons objectives que vous n'ignorez guère, il est à préciser dès à présent que le processus de moralisation mené par ce gouvernement a débuté par une méthode irréversible et avec un rythme progressif, appuyé par ce que nous avons arrêté en matière de lutte contre la corruption en coordination avec les acteurs de la société civile. Nous avons placé cette question dans un cadre élargi et à un niveau privilégié pour en établir le diagnostic et la manière de la contrecarrer.

En ce qui concerne le parachèvement de l'édifice de l'administration territoriale et en liaison avec notre volonté de réconcilier le citoyen avec ses institutions, notre orientation était d'œuvrer à l'élargissement des domaines de gestion de proximité de la chose publique, en s'inspirant du nouveau concept de l'autorité, consacré par S.M. le Roi, que Dieu L'assiste, en tant que choix stratégique pour rétablir la confiance entre l'administration et le citoyen et faire prévaloir la mission de développement qui incombe, en premier lieu, à l'administration territoriale et à toutes ses composantes.

A cet effet, nous avons œuvré en matière de démocratie locale à la consolidation de la crédibilité des organes élus de l'administration locale, ce qui nous a incité à mener une réforme globale du système de la décentralisation dans notre pays, conformément à l'appel lancé par S.M. le Roi lors du discours royal de Casablanca du 12 octobre 1999 ; réforme que nous avons à juste titre liée à une autre réforme non moins importante et qui tend à la consolidation du rôle des services de décentralisation relevant de l'Etat, en vue de créer les interactions nécessaires entre ses propres interventions et celles des collectivités locales en l'occurrence les régions, les préfectures, les provinces et les collectivités.

La lettre que S.M. le Roi a adressée au Premier ministre en janvier dernier sur la gestion déconcentrée de l'investissement constitue une importante base de référence à la lumière de laquelle s'effectuera la restructuration et l'organisation de l'administration territoriale dans son ensemble, la définition des domaines de ses attributions par rapport aux services centraux, l'adoption de modes de gestion optimale pour mener à bien son action et s'adapter à son environnement économique, social, administratif et local et, enfin, la réalisation de notre objectif visant à asseoir une administration citoyenne, proche des citoyens.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les honorables députés,

Les questions intéressant le statut de la femme, qui figuraient parmi les priorités de l'action gouvernementale, ont été mises en œuvre à travers un chantier national à part entière, fondé sur une approche globale, intégrée et claire ayant pour but de remédier à sa situation économique, sociale, politique et juridique.

Il s'en est dégagé la méthodologie à adopter à ce sujet, méthodologie basée sur la distinction entre les responsabilités qui incombent à l'instance exécutive concernant l'intégration de la femme marocaine aux plans économique et social et la révision de la *Moudawana* qui relève, selon la constitution, des responsabilités de S.M. le Roi, Amir Al Mouminine, que Dieu Le préserve, qui a fixé, comme vous le savez, à la commission créée à cet effet un délai ne dépassant pas la fin de cette année pour proposer le projet d'une nouvelle *Moudawana*.

C'est ainsi que nous sommes parvenus à jeter, lors de cette période, les fondements d'une nouvelle culture concernant le traitement des questions intéressant la femme, avec comme référentiel notre religion islamique tolérante, une culture qui concilie l'identité et la modernisation, dans le cadre d'un dialogue fructueux et d'un partenariat efficient. Il est de bon augure que le traitement du dossier de la femme ait pris un rythme de même importance à ces deux niveaux, notamment durant ces deux dernières années.

Malgré les défis qu'ils nous restent à relever sur la voie de la préservation de la dignité de la femme marocaine et de la confirmation de ses droits

économiques, sociaux, juridiques et politiques, il est impératif de souligner le progrès sans précédent qu'a connu sa situation dans les domaines de l'enseignement et de la santé, de l'insertion économique et en matière de lutte contre la violence et la discrimination. Ce à quoi il faut ajouter ce que nous avons constaté ces dernières années comme prise de conscience notoire de la société toute entière vis-à-vis des questions intéressant la femme, en plus des répercussions positives des efforts collectifs de notre société civile et de la démarche suivie qui a facilité la coordination entre les secteurs concernés.

Assurément, le rôle de la femme dans notre société a pris un nouveau tournant, comme en témoigne le pourcentage croissant des femmes assumant des postes de responsabilité, ce qui sera confirmé, par la grâce de Dieu, par la participation politique massive de la femme attendue au cours des prochaines élections législatives, au sujet desquelles nous nous sommes mis d'accord pour qu'elles comportent une liste nationale de candidatures en vue d'inciter la femme à s'impliquer dans l'action politique.

Je tiens par ailleurs, dans la présentation de ce bilan, à rappeler les questions de notre communauté établie à l'étranger, enregistrant avec fierté son attachement à son Roi, à son pays et à son identité, ainsi que sa disposition à promouvoir l'économie nationale.

Si notre volonté est ferme pour réunir les conditions idéales d'une contribution édifiante de la communauté marocaine à la réalisation de l'œuvre de développement que nous souhaitons, notre action dans le domaine de l'émigration se poursuit également sans discontinuer puisque nous avons mis en place, sous la présidence du Premier ministre, deux comités ministériels, chargés respectivement de la problématique de l'émigration et de l'accueil et du transit.

Il va sans dire que beaucoup reste à faire sur ce qui doit être réalisé en faveur de nos frères et sœurs établis à l'étranger, mais nous avons fermement tenu, tout au long de cette période, à ce que la logique de la coordination et l'esprit de dialogue entre les différents intervenants prévalent dans le traitement de toutes les affaires intéressant l'émigration et les intérêts des émigrés, ce qui rendra plus visible la définition d'une stratégie aux contours précis dans le domaine de l'émigration.

Système éducatif adéquat et intégration dans l'ère des nouvelles technologies d'information

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Le gouvernement a fait de la réforme du système d'éducation et de formation l'une de ses priorités essentielles, du fait qu'elle ouvre la voie à la réalisation du progrès, du développement, de la stabilité sociale, de l'égalité, de l'auto-immunisation contre toutes les formes d'aliénation et à la

qualification de la jeunesse en vue de gagner les paris de ce siècle afin qu'elle demeure, comme l'a affirmé Feu Sa Majesté le Roi Hassan II que Dieu ait son âme, « la tête haute, les yeux scrutant l'horizon et les pieds bien sur terre ».

Afin d'édifier le système éducatif sur des bases solides qui puisent sa force dans les valeurs de la nation marocaine et ses racines civilisationnelles arabes, amazighes et islamiques, l'unanimité s'est faite autour de la volonté nationale de concrétiser les contenus de la Charte nationale de l'éducation et de la formation, particulièrement la déclaration portant sur les engagements fondamentaux et à leur tête le fait de considérer les années 2000-2009 comme décennie nationale de l'éducation et de la formation auxquelles il convient d'accorder la priorité après l'intégrité territoriale.

A cette fin, le gouvernement a mis en place un arsenal de lois et de règlements concernant ce secteur, basés sur trois axes :

1. la généralisation de l'enseignement obligatoire,
2. la garantie de la qualité de l'enseignement,
3. l'adaptation de notre enseignement au monde de l'emploi.

Concernant la généralisation de l'enseignement obligatoire à tous les enfants âgés de 6 ans, et qui doit être réalisé en 2004 par la grâce de Dieu, conformément aux dispositions de la Charte, le gouvernement a pris toutes les dispositions nécessaires, et nous nous réjouissons de pouvoir en recueillir les premiers fruits. Les chiffres dont nous disposons aujourd'hui nous rapprochent plus que jamais de la réalisation de cet objectif. Le taux d'accès aux écoles a connu une évolution progressive durant les années 1998-2001, et le taux de scolarisation des enfants de 6 ans a connu une évolution rapide, passant de 37,2 % en 1997-1998 à 77,2 % en 2000-2001, et environ 91 % en 2001-2002. Pour la catégorie d'âge 6-11 ans, cette évolution a été de 68,6 %, 84,6 % et 90 % durant les mêmes périodes. Le gouvernement a également accordé un intérêt à la formation professionnelle afin de réduire le chômage ainsi qu'à l'enseignement informel comme l'un des moyens de lutte contre l'analphabétisme.

Pour ce qui est de la garantie de la qualité de l'enseignement, l'objectif a été d'accompagner le progrès et de répondre aux besoins de l'époque. Cet objectif ne peut être atteint qu'en réunissant les moyens financiers et humains nécessaires, et c'est ainsi que le gouvernement a décidé d'augmenter le budget réservé à l'enseignement de 5 % annuellement au cours de l'actuelle décennie, alors que les lois et les mesures d'encouragement au profit du secteur privé permettront une hausse de la part de sa contribution de 3 à 20 % durant la même période.

Quant au 3^e axe relatif à l'adaptation de notre enseignement à ses différents stades au monde de l'emploi, les lois que nous avons instaurées ont facilité le lien entre les méthodes d'enseignement, les programmes de formation, les besoins des secteurs économiques et les exigences de notre pays dans les divers domaines, alors que l'organisation de l'enseignement

supérieur et, la recherche scientifique a été reconsidérée, l'indépendance des établissements universitaires consacrée et les ponts jetés entre ces établissements et les entreprises, en orientant la recherche scientifique vers le volet pratique et la maîtrise des technologies avec une augmentation progressive des moyens financiers dans la perspective d'atteindre le taux de 1 % du PIB à la fin de l'actuelle décennie.

Cette réforme constitue, ainsi que vous le constatez, une action avec une dimension profonde dans le temps qui s'inscrit dans le cadre du processus historique pour le progrès et le développement du pays et nécessite rigueur, patience et détermination pour atteindre l'objectif tracé, et c'est ce à quoi nous avons veillé, et nous attirons l'attention avec insistance pour persévérer sur cette voie.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés

Ce qui a focalisé l'attention de tous, c'est que l'avènement du gouvernement d'alternance et le projet de transition démocratique dont il a été porteur ont contribué à la création des conditions de l'expression culturelle libre avec des formes et des méthodes marquées par les effets des fardeaux du passé, des contraintes du présent et pariant sur l'avenir.

Il n'est pas étonnant donc que l'action du gouvernement dans la gestion de la chose publique en matière culturelle a été marquée par l'élaboration d'une stratégie intégrée et adaptée aux aspirations du Maroc du troisième millénaire basées sur le dialogue, la concertation et le partenariat avec les organisations et les acteurs concernés par la culture, et ce afin de créer une conscience culturelle interactive au service du développement durable, d'accompagner les exigences de la mondialisation culturelle et de relever ses défis civilisationnels, en veillant essentiellement à doter le pays de structures culturelles modernes et à préserver, qualifier et mettre en valeur le patrimoine.

Dans ce cadre, bien que les réalisations dans le domaine culturel ne puissent être appréhendées en termes de quantité mais en ce qu'elles favorisent l'éclosion des forces créatrices chez les catégories productives, le gouvernement a œuvré à l'élargissement et au développement des structures fondamentales favorisant la production, la diffusion et la préservation du produit culturel, à la création de plusieurs grands établissements culturels dont les plus importants sont la Bibliothèque nationale du Royaume et le Musée royal du patrimoine et des civilisations. Il a œuvré aussi à soutenir le théâtre, le livre, les arts du spectacle et les associations culturelles actives, ce qui a éveillé le sentiment national quant à l'importance de la question culturelle et en même temps sur le fait qu'une renaissance culturelle et scientifique ne peut être réalisée sans prendre appui sur les moyens de communication modernes.

Ainsi le gouvernement d'alternance a-t-il accordé au secteur des technologies de la communication, de l'information et de la poste

l'importance qu'il mérite en tant qu'outil permettant à notre pays de se doter des critères des pays émergents en matière d'utilisation des technologies de l'information dans la formation, la recherche scientifique et la communication. Le gouvernement s'est attelé, conformément à une stratégie élaborée à cet effet, à encourager l'utilisation des technologies de l'information au sein des entreprises, de l'Administration, des foyers, de l'école et de l'université, en garantissant une "fluidité du débit élevé", en réduisant le "fossé numérique", en allégeant le coût élevé de l'utilisation de ces technologies et en mettant en place les structures accompagnant les petites et moyennes entreprises afin de les inciter à les utiliser.

Rationalisation des finances publiques, réformes structurelles et choix des secteurs prioritaires pour le développement et l'emploi

L'effort du gouvernement s'est ainsi orienté vers le domaine économique dans le but de renforcer les conditions du décollage économique à travers la mise à niveau de notre économie et le renforcement de son immunité afin de s'engager dans la concurrence internationale et faire face au défi imposé par la mondialisation et les paris à venir de la nouvelle économie.

Nous avons ainsi œuvré à réunir les conditions adéquates pour réaliser un développement élevé, régulier et durable, en insistant dans le même temps sur le fait d'assurer une gestion saine et transparente des finances publiques qui préserve leurs équilibres fondamentaux, et c'était là notre premier engagement. Je ne prendrai pas de risque si j'entame mon propos en annonçant que la plupart des indices économiques et financiers qui renseignent sur l'état de toute économie ont connu une nette amélioration durant la période du gouvernement d'alternance, et ce malgré une conjoncture nationale et internationale très difficile marquée par trois années consécutives de sécheresse, la hausse des prix des produits pétroliers, l'influence de la compétitivité de certains produits importés en dépit de la réévaluation de notre monnaie nationale par rapport à l'euro, la nécessité de sauver plusieurs établissements publics en difficulté en raison de mauvaise gestion passée.

Cette conjoncture a également été marquée par la tendance à la baisse des recettes douanières en raison de la levée des barrières douanières prévue dans le cadre des engagements pris à l'égard de nos principaux partenaires commerciaux et par les retombées financières du dialogue social, sans oublier les conséquences de la récession de l'économie américaine sur l'économie mondiale qui s'est aggravée suite aux événements du 11 septembre 2001.

En dépit de ces nombreux dysfonctionnements imprévus qui ont pesé de tout leur poids sur le budget général, notre économie a pu résister et réaliser un taux de 3,8 % du PIB en moyenne annuelle de 1998 à 2001 contre 2,6 % durant la période 1993-1997, alors qu'il est prévu que ce taux atteigne 4,4 % en 2002.

D'autre part, nous avons pu, au cours des quatre dernières années, maîtriser l'inflation et la contenir à un niveau bas – moins de 1,5 % comme moyenne annuelle – afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens les plus démunis, alors que ce même taux dépassait les 4 % entre 1993 et 1997.

Le déficit budgétaire a été conscrit à un niveau supportable, à savoir un taux de moins de 3 % du PIB en général. Cette maîtrise a été accompagnée par l'évolution de l'épargne publique, ce qui a permis d'améliorer les conditions de financement des investissements au moment même où la moyenne annuelle des recettes fiscales a augmenté de 54 % entre 1997 et 2002 comparativement à la période 1992 et 1997.

Nous avons pu, durant la même période, réduire la dette publique globale en dépit de l'augmentation sensible de la dette intérieure. La dette publique extérieure a été réduite de 19,1 milliards de dollars en 1997 à 14,1 milliards de dollars en 2001.

La situation de nos finances extérieures s'est également améliorée puisque le compte courant de la balance des paiements a réalisé, pour la première fois, un surplus important et que nos réserves en devises ont atteint des niveaux records non seulement en raison des investissements étrangers mais également grâce à l'évolution positive qu'ont connue le secteur du tourisme et les transferts de nos concitoyens à l'étranger.

Concernant les transferts des Marocains résidant à l'étranger, après avoir quasiment stagné jusqu'à 1997, ils ont enregistré une augmentation annuelle moyenne de 21,7 % entre 1998 et 2001. Les revenus touristiques, dont l'évolution ne dépassait guère les 4 % au cours des années 1993-1997, ont connu eux aussi un saut important en enregistrant une augmentation annuelle de l'ordre de 20,5 %.

On doit déduire de ce bilan chiffré significatif, d'une part, la faculté du gouvernement à maîtriser de manière régulière durant cette période les équilibres financiers essentiels et la stabilité du cadre de l'économie nationale, deux conditions essentielles qui vont de pair pour réunir les conditions d'un développement économique sain et durable. D'autre part, il n'aurait pas été possible d'améliorer une partie des indices économiques et financiers sans les efforts déployés pour relever le niveau des investissements particulièrement ceux par lesquels nous avons cherché à renforcer leur cadre incitatif, améliorer l'environnement de l'entreprise et des affaires, poursuivre le processus de privatisation et de libéralisation, assurer la gestion efficiente de la chose économique, outre la priorité que nous avons accordée à certains secteurs les plus productifs et les plus créateurs de la valeur ajoutée. Ce sont là quelques facteurs que j'aborderai avec détails.

Oui, Monsieur le Président, nous avons placé l'amélioration du niveau des investissements national et étranger parmi nos priorités en tant que moyen efficace de rehausser le niveau du développement économique et relever ainsi le défi de l'emploi.

Nous nous sommes attelés dans ce cadre, conformément aux engagements que nous avons pris, à la dynamisation des mécanismes que prévoit la Charte des investissements de novembre 1995, concernant aussi bien le volet financier qu'administratif ou immobilier, à l'adoption d'un ensemble de mesures incitatives dans le cadre des lois de finance respectives, particulièrement dans les domaines des taxes douanières, des avantages accordés aux exportations, au tourisme et à l'habitat social.

La création d'une commission interministérielle présidée par le Premier ministre a constitué l'élément déterminant dans cette opération et l'outil essentiel pour faire face à la complexité des procédures administratives et surmonter les obstacles entravant la réalisation des programmes d'investissement.

Cette commission interministérielle a pu examiner, depuis sa création en septembre 1998, 139 projets, dont 117 ont été réglés, avec un investissement de près de 25 milliards de dirhams et la création de 32 000 emplois stables. Elle a également permis l'adoption de 63 accords d'investissement, dont 26 concernent le secteur touristique, permettant la création de 60 000 emplois avec un investissement atteignant 45 milliards de dirhams.

Dans ce même cadre et pour concrétiser l'idée de l'interlocuteur unique, conformément aux Hautes orientations contenues dans la Lettre Royale adressée au Premier ministre le 9 janvier 2002, intervient la création des centres régionaux d'investissement qui entameront leurs activités avant la fin de l'année en cours, avec la grâce de Dieu.

Ainsi, nous avons établi un diagnostic des dysfonctionnements que connaît l'environnement de l'entreprise et des affaires, et nous avons conclu à la nécessité de l'améliorer et d'accompagner les entreprises de mise à niveau dans une conjoncture d'ouverture de notre économie sur son environnement régional et international, en tant que condition incontournable pour renforcer la compétitivité et l'immunité des entreprises et garantir la transparence dans les transactions et, partant, inciter les investisseurs nationaux et étrangers et à soutenir l'économie nationale.

Dans ce contexte, nous avons œuvré à accélérer le rythme de modernisation du cadre juridique de l'environnement de l'entreprise et des affaires en promulguant des textes juridiques en vertu desquels est renouvelé le cadre général de l'action de l'investissement et revigoré l'esprit d'initiative.

Je n'ai point besoin de citer l'arsenal de lois et codes que vous avez bien voulu adopter au cours de cette législature, qu'il s'agisse du domaine économique général, du domaine financier et douanier, du domaine commercial et industriel, du domaine des assurances ou du domaine des petites et moyennes entreprises. Nous n'avons exclu de cette opération de modernisation aucun secteur économique susceptible de moderniser l'environnement de l'entreprise.

Dans ce même cadre s'inscrivent également les opérations de soutien à la mise à niveau, soit à travers la réduction de 11 % puis de 17 % du coût de l'énergie électrique, conformément au discours prononcé par S.M. le Roi à Jorf Lasfar, l'aménagement de nouvelles zones industrielles ou le réaménagement de zones existantes, réalisées avec la contribution du fonds Hassan II pour le développement économique et social en particulier.

Nos initiatives visant à soutenir l'opération de mise à niveau ne se sont pas limitées à ces domaines, mais elles ont englobé les volets du financement, et ce en renforçant les mécanismes de financement pour faciliter l'octroi de crédits bancaires, particulièrement à travers les fonds de garantie, et en facilitant l'obtention de ressources financières auprès de certains pays européens à des conditions préférentielles pour soutenir les programmes d'investissement des PME en particulier.

Nous avons œuvré enfin au renforcement des infrastructures technologiques de base en créant des centres techniques industriels et en soutenant les associations professionnelles, les programmes de formation des ressources humaines et l'amélioration de la qualité.

Grâce à cette approche volontariste à volets multiples dans la gestion des investissements, les résultats ont été extrêmement positifs puisque le taux d'investissement national a augmenté de 23 % au cours de la période 1998-2001, comparativement à la période 1993-1997. La part de l'investissement des établissements et des entreprises publics a doublé, passant de 14,7 milliards de dirhams en 1997 à 27,8 milliards de dirhams en 2001.

Nous avons enregistré également avec satisfaction le saut important réalisé par l'investissement étranger qui a atteint près de 7 milliards de dollars attirés par notre pays durant la période 1998-2001, ce qui signifie que ce qui a été drainé en l'espace de quatre ans dépasse ce qui a été collecté durant les 20 dernières années. 70 % de cette somme ont concerné des investissements directs créateurs d'emplois. Ce volume n'est pas dû aux deux opérations exceptionnelles que sont l'octroi de la deuxième licence de téléphonie mobile et la privatisation de 35 % du capital d'Ittissalat Al-Maghrib, car la moyenne du volume des investissements drainés annuellement durant les quatre dernières années était, abstention faite de ces deux opérations, nettement supérieure à la période précédente.

Monsieur le Président,

Ce bilan révèle sans nul doute le niveau de confiance dont jouit notre pays auprès des acteurs économiques et des institutions internationales, et il est pour nous un premier pas encourageant pour continuer sur cette voie. Cela nous conduit vers un autre engagement lié à notre politique économique, à savoir notre détermination à libérer l'initiative, en d'autres termes, passer de l'économie de rente dirigée basée sur des situations stables à une économie basée sur la liberté, la transparence, la concurrence, la hardiesse et le mérite. Ces facteurs ont conduit à la libéralisation de certains

secteurs économiques, soit par l'accélération de cette libéralisation soit en l'entamant conformément à nos engagements.

Je rappelle particulièrement ici le succès mérité que nous avons connu dans la libéralisation du secteur des télécommunications qui a placé notre pays parmi les pays en voie de développement les plus qualifiés pour intégrer la société de l'information du XXI^e siècle. Je fais allusion également aux premiers pas que nous avons faits sur la voie de la libéralisation des secteurs du pétrole, du gaz et des transports, en particulier le transport routier et aérien.

Cela me rappelle aussi l'initiative consistant à ouvrir la voie au secteur privé pour contribuer à la gestion des infrastructures de base et des grands services publics, notamment la production de l'électricité, le secteur des autoroutes, la distribution de l'eau et de l'électricité, l'adduction d'eau et l'assainissement liquide.

Et c'est dans ce cadre que s'inscrit également la mise à jour entreprise, depuis 1998, du système de subvention des produits de première nécessité à travers la restitution de la subvention du sucre utilisé dans certaines industries, la libéralisation définitive du secteur des huiles et la réinjection des fonds de la Caisse de compensation dans des actions sociales ciblées au profit des populations et des régions défavorisées.

Tout en œuvrant à la libéralisation de certains secteurs économiques, nous nous sommes engagés, avec discernement et conviction, dans la poursuite du processus de privatisation, ce qui a favorisé l'instauration d'un climat propice à d'importantes opérations de cession. Ce faisant, nous étions motivés par la volonté de donner une impulsion à l'investissement et de renforcer l'économie nationale. Pour ce faire, et conformément à la vision perspicace de Sa Majesté le Roi, il a été procédé à l'affectation d'une part non négligeable des recettes de la privatisation et de la libéralisation à l'investissement productif, notamment par le biais du Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Ces transferts ont rendu possible la conclusion de 56 conventions entre septembre 2000 et fin janvier 2002, relatives à des projets d'investissement d'un montant global de 25,6 milliards de dirhams, dont 6 milliards ont été financées par ledit Fonds.

Monsieur le Président,

La mise à niveau de l'économie que nous nous sommes fixée comme objectif ne peut se traduire en termes réels sans la mise en place des outils indispensables à une gestion économique efficace. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à mettre en œuvre les garanties que requiert la suprématie de la loi et des règles de la transparence et de la concurrence loyale, ce qui nous a particulièrement incités à lancer l'opération de moralisation de la vie publique, thème que j'ai déjà traité en détails, et à poursuivre la réforme du secteur public suivant une nouvelle vision réformatrice introduisant une culture fondée sur la responsabilité et la rigueur

et qui nécessite la mise en place de nouveaux mécanismes de suivi, de contrôle et de redressement. C'est dans ce cadre que s'inscrivent la rationalisation et la restructuration de nombreux établissements et entreprises publics, dont une partie a été accomplie dans le cadre de contrats-programmes conclus avec l'Etat. Ces opérations ont été rendues indispensables par la nécessité d'améliorer la gestion et le repositionnement stratégique des établissements et des entreprises concernés au sein de l'environnement économique.

Nous avons en outre œuvré au renforcement et à l'extension du réseau de nos infrastructures de base, en ce sens qu'il s'agit là d'une responsabilité qu'on ne saurait dissocier de l'opération de mise à niveau économique. Dans cette perspective, il a été procédé à l'accélération du rythme de l'application du programme de construction des 1 500 km d'autoroutes et de la rocade méditerranéenne, dont le financement a été assuré et dont les travaux ont commencé. Il a été également procédé à la réalisation et au lancement des travaux d'un ensemble de complexes de production d'énergie. Nous poursuivrons, dans le même ordre d'idées, la mise en application du plan hydraulique par la construction de nouveaux barrages ainsi que l'élaboration d'un programme de mise à niveau des ports, comportant l'édification de nouveaux ports, à Agadir et Saïdia en particulier, en plus de l'agrandissement des ports existants.

Nous aurons ainsi garanti certaines bases indispensables à la mise en œuvre des politiques sectorielles de l'Etat. Ce qui représente un autre aspect de notre action dans le domaine économique basée sur l'application d'une politique sectorielle active et cohérente, en accordant la priorité aux secteurs les plus productifs et les plus prometteurs en matière de création d'emplois, et ce conformément à notre nouvelle vision relative à l'aménagement du territoire national dont les orientations et les principes fondamentaux ont pris forme dans une charte nationale qui permettra d'inscrire les plans de développement économique et social dans une dynamique globale et un processus à long terme d'aménagement du territoire, ainsi que dans une meilleure rationalisation des investissements publics et une répartition des tâches entre les opérateurs.

Concernant le secteur du tourisme, le gouvernement a œuvré, en concertation avec les professionnels du secteur en janvier 2001, à définir un plan aux contours précis ayant pour objectif la création de 160 000 lits et de 600 000 nouveaux emplois et l'accueil de 10 millions de touristes étrangers à l'horizon 2010. Nous avons inauguré la mise en œuvre de ce plan par le lancement, depuis quelques semaines, du programme de construction de 6 nouvelles stations balnéaires qui renforceront le volet balnéaire du secteur.

D'un autre côté, le gouvernement a annoncé en termes clairs la priorité qu'il accorde au secteur des communications et des technologies de l'information, en entamant la réforme du cadre réglementaire des communications et en précisant, en concertation avec les professionnels,

les axes prioritaires de la stratégie d'intégration de notre pays dans la société de l'information et du savoir en tant que prolongement naturel de la libéralisation du secteur.

Quant au secteur des pêches maritimes, nous avons considéré son développement comme un levier pour le renforcement de notre tissu économique et une contribution à la garantie de la sécurité alimentaire dans notre pays. Ainsi avons-nous procédé à l'introduction de changements fondamentaux sur les modes d'exploitation des ressources halieutiques, qui se sont traduits en particulier par la décision de notre pays de rompre le lien avec l'Union européenne après le non-aboutissement d'une nouvelle formule de coopération sur la base de la plate-forme proposée par le Maroc. Ces changements se sont manifestés également par le parachèvement des fondements de ce secteur à travers la tenue de la première réunion, au courant de cette année, du Conseil supérieur de la protection et de l'exploitation des ressources halieutiques, la révision de la législation régissant les pêches maritimes et la restructuration de l'ensemble de ses filières dans la perspective de l'élaboration d'une stratégie aux contours bien définis pour ce secteur vital, dans le but de préserver les ressources halieutiques nationales et de garantir une rentabilité durable.

Le secteur de l'artisanat et des métiers a bénéficié d'un intérêt particulier eu égard à sa contribution à notre produit intérieur brut et au volume des exportations, d'autant plus qu'il emploie environ deux millions de personnes, soit 20 % de notre population active, ce qui fait de lui une mine d'emploi, encore sous-exploitée.

A ce sujet, le gouvernement a engagé un processus de mise à niveau globale de ce secteur, sur la base d'une conception de ce que devraient être l'artisanat et les métiers et qui s'est concrétisée dans un livre blanc ayant abouti à l'adoption d'une Charte de l'artisanat qui va doter le secteur d'un cadre favorable à son développement.

S'agissant du secteur de l'habitat et de la promotion immobilière, considéré également comme prioritaire compte tenu de ses indicateurs positifs puisqu'il participe aujourd'hui avec plus de 5 % du produit intérieur brut et emploie quelque 450 000 personnes, nous avons retenu sa mise à niveau parmi nos premières préoccupations en prenant une série de mesures tendant au renforcement de son cadre juridique, ayant porté notamment sur les relations locatives, les hypothèques immobilières et les copropriétés, ce qui est de nature à encourager la création de nouvelles entreprises et d'emplois supplémentaires. Mais la principale initiative gouvernementale en faveur de ce secteur reste la mise en place d'un programme national de lutte contre l'habitat insalubre et anarchique, que j'aborderai ultérieurement.

Vous aurez donc constaté que dans le domaine économique, nous avons engagé des réformes structurelles profondes d'une importance indéniable qui confortent les fondements du Maroc de demain et les échéances économiques à venir.

Bilan de l'action gouvernementale

Ces réformes ont, toutefois, buté sur les préoccupations du gouvernement par la gestion de la réalité quotidienne, les contraintes qui pèsent sur les initiatives et les actions des personnes et des entreprises et sur la recherche de solutions aux situations d'urgence. Ce qui nous a amené, à titre d'exemple, à mettre en place des programmes de lutte contre les effets de la sécheresse, à nous pencher sur la situation de certains établissements publics pour leur sauvegarde et à traiter certains conflits sociaux aux retombées économiques dangereuses. Ceci m'amène à traiter du bilan de notre action dans le domaine social.

Mise en place des bases d'une société solidaire

Monsieur le Président,

Outre les facteurs déjà cités visant l'amélioration du niveau de l'investissement national et extérieur en tant que moyen unique pour gagner le pari de l'emploi, nous avons accordé une attention particulière, dès notre prise de responsabilité, à la question sociale, afin de palier au déficit chronique et dangereux affectant ses différents aspects, conséquence des accumulations ayant abouti au fil des années à l'élargissement de l'étendue de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans notre pays et en particulier dans le monde rural.

Conscients de l'impossibilité d'atteindre une quelconque efficacité économique ou développement durable sans mener un combat résolu contre le déficit social, le gouvernement a adopté, conformément à ses engagements, une stratégie globale intégrée pour le développement social basée sur une politique volontariste pour l'emploi des jeunes, d'une part, et sur une politique sociale solidaire, d'autre part, dans le cadre d'une paix sociale fondée sur un partenariat positif entre les parties productives. Ces deux politiques ont été concrétisées dans les programmes mis en œuvre par le gouvernement dans les domaines du traitement du fléau du chômage et des différents aspects de la pauvreté et de l'exclusion sociale, de l'amélioration des services sociaux de base, de l'accélération de la cadence de mise en place des infrastructures au profit des populations rurales et du soutien aux programmes d'habitat social.

Ces programmes ont été pris en compte dans les crédits affectés aux secteurs sociaux au sein des budgets généraux de l'Etat et qui sont passés de 41 % en 1997 à environ 48 % en 2002. Ils ont été exécutés parallèlement aux programmes de développement économique et de promotion de l'investissement, sur la base du principe de partenariat dans la gestion de la question sociale.

Il va de soi, Monsieur le Président, que l'emploi est le souci d'une grande partie des familles marocaines. C'est pourquoi la lutte contre le chômage a toujours été pour nous un défi majeur et pratiquement l'une de nos principales préoccupations. Nous avons adopté, à ce sujet, une approche basée sur le soutien de l'investissement comme locomotive pour la promotion

de l'emploi ainsi que sur la libéralisation des structures de l'économie nationale – tel qu'il a été précédemment souligné – en ce sens qu'ils constituent deux facteurs essentiels pour promouvoir la culture de l'initiative privée comme cadre idéal pour une réelle insertion professionnelle de larges catégories qualifiées de nos jeunes.

Partant de là, la politique du gouvernement était axée sur les programmes d'incitation à l'emploi tendant à la mise en œuvre de la loi relative aux stages de formation et d'insertion des jeunes diplômés, à la qualification professionnelle, aux crédits des jeunes promoteurs, à l'auto-emploi, aux conventions sectorielles conclues avec les établissements publics, aux programmes des pépinières d'entreprises, en plus du cadre incitatif mis en place au profit des investisseurs privés et de la charte des petites et moyennes entreprises venu combler un vide juridique qui a longtemps affecté l'activité de cette large catégorie d'entrepreneurs ayant un poids considérable dans notre tissu économique.

Cette politique a commencé à porter ses fruits, puisque le taux global du chômage a régressé sur le plan national de 13,9 % en 1999 à 12,5 % en 2001, alors que le taux de chômage en milieu urbain a chuté à 19,5 % en 2001 contre 22 % en 1999. En milieu rural, ce taux est resté stable grâce à l'efficacité du programme de lutte contre les effets de la sécheresse mis au point par le gouvernement et dont je parlerai ultérieurement. Quant au taux de chômage des non-diplômés, il a diminué sensiblement au cours de la même période, alors que le taux de chômage des diplômés s'est établi à 27 % grâce aux emplois créés par les différentes branches productives de notre économie nationale et dont le nombre a dépassé 130 000 en 2001, d'une part, et grâce à l'effort exceptionnel consenti par le gouvernement par la création de plus 70 000 emplois au sein du budget général de l'Etat entre 1998 et 2002, d'autre part. Autant que faire se peut, nous nous sommes efforcés de faire bénéficier de ces emplois en priorité les titulaires de diplômes supérieurs.

Le gouvernement a pris parallèlement des mesures en faveur des personnes handicapées et des diplômés spécialisés en agronomie, en plus des actions menées par l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences que nous avons mise en place afin de fournir des prestations aux entreprises et aux demandeurs d'emplois, comblant de la sorte une autre lacune qui pénalisait la gestion du marché national de l'emploi.

Conjointement à ces programmes, le gouvernement n'a pas omis de traiter les effets nuisibles des conflits sociaux professionnels complexes et des dangers potentiels qui s'ensuivent relatifs à la fermeture des unités de production, à l'atteinte aux opportunités d'emplois et à l'élargissement du cercle du chômage. Le gouvernement a ainsi pris des initiatives pour éviter la fermeture de nombreux établissements, en facilitant la conclusion de conventions tripartites dans le giron du Comité national de réconciliation et en insufflant une forte impulsion à la résolution des conflits majeurs, dans le cadre du Comité national de suivi du dialogue social.

En engageant de tels initiatives et programmes, le gouvernement aura ainsi consenti d'importants efforts dont les fruits commencent à apparaître. Cependant, l'aggravation de la problématique de l'emploi dans notre pays nous interpelle avec insistance et requiert la poursuite de son traitement par la conjugaison des efforts de toutes les composantes de la société – Etat, collectivités locales, entreprises publiques, secteur privé et société civile – en faisant preuve d'innovation dans l'élaboration de nouvelles formules de partenariat entre ces composantes. Chacune d'elles se doit de propager, à partir de sa position, l'esprit de créativité et d'initiative auprès de nos jeunes dans l'objectif d'assurer une insertion professionnelle productive et stable du plus grand nombre possible d'entre eux, pour renforcer les capacités nationales de développement et contribuer à l'œuvre de développement global de notre pays.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

La politique de solidarité sociale a constitué l'autre face de la stratégie adoptée dans le domaine social par le gouvernement, qui a axé ses efforts sur la lutte contre la pauvreté et les disparités spatiales et sociales, étant convaincu de la nécessité de renforcer la solidarité et l'entraide entre toutes les composantes de la société marocaine, ce qui a incité le gouvernement à mettre au point un programme permettant à de larges catégories de la société, notamment dans les villages et les banlieues, de bénéficier des infrastructures telles que les routes, les établissements sanitaires, l'électricité, l'eau potable et l'habitat, dans la perspective d'atteindre un niveau équilibré du développement humain à la hauteur de la position à laquelle nous aspirons dans le monde d'aujourd'hui.

A ce sujet, et comme vous le savez, nous avons consenti des efforts particuliers à l'endroit des populations de nos provinces du Sud, où divers projets de développement socio-économique et d'urbanisation ont été réalisés. La visite royale dans ces provinces est venue donner une forte impulsion à ces projets à travers la décision de Sa Majesté le Roi de créer une agence spéciale pour le développement des provinces du Sud. Il a été ainsi procédé au renforcement des infrastructures de base, à l'emploi de 1 350 diplômés, à la construction d'habitats salubres au profit des fils de la région et à l'accueil dans les meilleures conditions de nos fils égarés qui ont regagné la mère-patrie, et ce dans le cadre des programmes de logement "Al-Aouda" et "Al-wahda".

En plus de ces opérations, nous avons tracé un programme spécial pour le développement décentralisé qui a eu un impact positif quant à la méthode à suivre dans d'autres régions du Royaume, notamment dans le monde rural. Eu égard à l'efficacité de l'approche qualitative adoptée dans ce cadre, basée sur la décentralisation et la déconcentration, l'association des citoyens au choix des projets et mode d'utilisation nouveau et solidaire des ressources

de la Caisse de compensation, sa généralisation à d'autres aspects d'interventions publiques dans le domaine social nous paraissent louables.

Nous devons souligner à ce propos le rôle important que joue le Fonds Hassan II pour le développement économique et social, soit à travers son appui aux projets d'équipement au profit des populations rurales par le biais de l'affectation d'enveloppes budgétaires aux associations de micro-crédits en vue d'en renforcer les capacités de financement, soit encore par son soutien financier à l'Agence de développement social afin de permettre à cet organisme, que nous avons créé, de s'acquitter de la tâche sociale qui lui incombe, consolidant ainsi l'orientation générale que nous avons adoptée en matière de lutte contre la pauvreté et les disparités spatiales et sociales.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Honorables députés,

Dans ce contexte, il était nécessaire de s'intéresser à la problématique de l'habitat social, non seulement en tant que secteur social, mais aussi parce qu'il s'agit d'un domaine fructueux pour l'investissement et la promotion de l'emploi.

Soucieux de l'élaboration d'une stratégie à long terme en matière de lutte contre l'habitat insalubre et anarchique, Sa Majesté le Roi, que Dieu Le préserve, nous a chargés d'une mission ayant une portée sociale profonde consistant à mettre en place un programme national décennal dans ce domaine, de façon à nous prémunir contre les répercussions de ce phénomène dangereux sur la cohésion et l'équilibre de notre société. Ce qui explique notre souci d'élaborer ce programme suivant une approche réaliste et applicable. C'est ainsi que les formes d'intervention ont été définies avec précision et que le coût global a été fixé à 28,6 milliards de dirhams, dont plus de 54 % sont pris en charge par les contributions et les aides publiques, tout en veillant à l'assortir d'une stratégie préventive et de mesures d'accompagnement, à commencer par le parachèvement du cadre juridique organisant l'urbanisme et la réforme du mode de financement et des aides publiques, ainsi que la mise en place de mesures incitatives du secteur privé.

Monsieur le Président,
Honorables députés,

La restructuration du régime de prévoyance sociale dans notre pays constitue l'une des composantes de la politique sociale du gouvernement. Dans ce cadre, nous avons mis en place un projet de Code de couverture médicale de base qui fera date comme étant l'une des performances exemplaires du gouvernement d'alternance et couronnera les promesses que nous avons tenues devant Sa Majesté le Roi et devant le peuple marocain.

Ce projet, dont je vous avais présenté les grandes lignes, consacre le contenu pratique et concret que nous donnons à l'économie solidaire dans notre pays, conformément aux préceptes de notre religion tolérante, eu égard

à ses impacts profonds non seulement sur le plan social, puisqu'il constitue une composante essentielle du développement social, mais aussi sur le plan économique, en ce sens qu'il représente un domaine propice aux investissements productifs de nouvelles richesses et à la création d'opportunités d'emploi nombreuses et variées, outre sa contribution directe à l'amélioration des conditions générales de l'activité économique et à la promotion de l'investissement.

Le défi de ce projet est lié à un autre pari, celui de la mise à niveau de deux organismes fondamentaux du régime de la sécurité sociale dans notre pays, à savoir la Caisse nationale de sécurité sociale et la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale.

Je suis convaincu qu'avec l'adoption de cette réforme à dimension civilisationnelle nous aurons ouvert la voie à la généralisation de l'accès progressif de toutes les catégories sociales aux services médicaux.

Monsieur le Président,
Honorables députés,

La mise à niveau économique et sociale ne peut se faire sans une paix sociale basée sur un partenariat positif entre les acteurs de la production et sur une synergie des efforts consentis par l'ensemble des acteurs économiques dans un climat de confiance et d'engagement mutuels.

A cet égard, le gouvernement d'alternance s'est empressé de mettre en œuvre les engagements de l'Etat tout en veillant, d'autre part, à mettre en avant dans les rapports avec les acteurs de la production une nouvelle méthodologie dans le traitement des questions relatives au dialogue social.

Ainsi, le gouvernement ne s'est pas contenté de l'application de l'accord du 19 moharram 1421, qui a renforcé la vocation sociale de son action, mais il est allé encore plus loin en honorant les engagements des gouvernements précédents contenus dans la déclaration commune du 1^{er} août 1996.

Dans ce cadre et à titre de rappel, je me contente de citer quelques étapes essentielles de l'exécution des décisions du dialogue social entamé par le gouvernement. C'est ainsi qu'outre le règlement du dossier des personnes renvoyées ou suspendues pour des motifs politiques ou syndicaux, nous avons honoré l'engagement de la promotion exceptionnelle des fonctionnaires et des agents en permettant à 106 000 fonctionnaires et agents de bénéficier de cette mesure spéciale qui a coûté au budget de l'Etat et des établissements publics une enveloppe de 6,8 milliards de dirhams répartis sur les années 2001 et 2002. Nous avons également créé 4 000 emplois pour la titularisation des agents temporaires, journaliers et occasionnels. Il a été procédé également à la révision du statut des fonctionnaires du ministère de l'Education nationale qui a mis fin au système du quota dans la promotion interne, liée désormais à la compétence et au mérite, ce qui a amélioré sensiblement leurs conditions matérielles. Le régime des pensions de 1997 a été également généralisé à tous les retraités. Ainsi avons-nous

satisfait les revendications tant réclamées par de larges franges de fonctionnaires et d'agents et honoré nos engagements à cet égard.

Nous n'avons pas omis non plus la situation des catégories démunies, puisque nous avons pris des mesures et des amnisties fiscales à leur profit, afin de leur permettre d'accéder aux services médicaux et sociaux. Nous avons pris également d'autres mesures au profit de petits agriculteurs en vue d'alléger leur endettement et au profit de jeunes entrepreneurs pour ce qui est du paiement des intérêts des crédits.

La logique que nous avons adoptée dans le traitement des dossiers du dialogue social a eu le mérite de dégager une nouvelle méthodologie partagée par l'ensemble des partenaires sociaux durant toutes les sessions du dialogue social et qui a inauguré un nouveau pacte social fondé sur l'ouverture des canaux de concertation et de dialogue, sur la conviction de la responsabilité commune dans la gestion du dossier social ainsi que sur le respect par chacun des partenaires des engagements conclus.

Résorption du déficit social et stratégie de développement rural intégré

Monsieur le Président,
Honorables députés,

Dans la déclaration gouvernementale, nous avons attiré l'attention sur le fait que le développement global et équilibré, avec ses exigences de mettre un terme aux disparités sociales et spatiales, nécessite des réformes profondes pour améliorer la situation en milieu rural au Maroc. Partant de ce constat et en référence à la stratégie de développement rural intégré que nous avons mise en place et dont la mise en œuvre a été assurée par le conseil interministériel permanent pour le développement rural, le gouvernement a mobilisé des ressources financières conséquentes qui ont atteint 9,5 milliards de dirhams en moyenne annuelle durant la période 1998-2002, soit une augmentation de 50 % par rapport à la période 1997-1998.

Nous avons veillé à améliorer le niveau des investissements dans les secteurs sociaux, éducatifs et des infrastructures de base. Quelque 5,7 milliards de dirhams ont été également investis dans le secteur agricole, toutes composantes confondues. L'investissement de ces ressources a permis de réaliser plusieurs acquis au profit de la population du monde rural.

Dans les domaines des équipements de base, nous avons œuvré à l'accélération du rythme de réalisation du programme de routes rurales qui comprend la construction de plus de 11 200 km, ce qui a permis la réalisation de 50 % du programme prévu. Il en est résulté, sans nul doute, un changement positif global des conditions économiques des régions concernées, notamment pour ce qui est de l'intensification des échanges, l'amélioration de la scolarisation et la réduction du coût du transport ainsi que la stabilité des prix.

Dans le domaine social et éducatif, les ressources importantes qui ont été investies dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement entre 1998 et 2002 ont permis l'augmentation du nombre d'établissements de l'enseignement primaire, ce qui a ouvert la voie aux enfants du monde rural pour accéder à l'école. Leur nombre a atteint plus de 1 800 000 élèves, soit une augmentation de 28 % par rapport à l'année 1998. Le taux de scolarisation en milieu rural a atteint 75 %, alors que le taux de scolarisation des filles a atteint 70 %, en augmentation de 48 %, ce qui a réduit le déficit existant. Il s'agit là d'une importante réalisation dans ce secteur vital.

Enfin, la mobilisation des potentialités publiques et privées ainsi que celles de la société civile dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'analphabétisme, mise en place par le gouvernement, a réduit de 75 à 60 % le taux d'analphabétisme dans le monde rural. Cette stratégie, qui adopte une nouvelle approche-pilote basée sur l'interaction entre la campagne nationale générale, les campagnes sectorielles et les programmes de la société civile et des entreprises, vise à ramener le taux d'analphabétisme de 47 à 35 % en 2004 et à 25 % à l'horizon 2010.

En matière d'eau potable, les efforts déployés et les programmes tracés ont permis une augmentation du taux de couverture de la population en eau potable de 28 % en 1997 à 43 % en 2001, alors que nous avons pris toutes les dispositions pour relever ce taux à 53 % au cours de cette année et atteindre, grâce à Dieu, 62 % en 2004.

Quant à l'électrification rurale, le gouvernement a œuvré pour accélérer le rythme de la réalisation de son programme pour atteindre annuellement 1 500 villages au lieu de 1 000 auparavant. Actuellement, 50 % de la population rurale bénéficie de l'électrification contre 15 %. Des dispositions ont également été prises pour poursuivre la réalisation de ce programme avec la cadence requise pour assurer, si Dieu le veut, la couverture de l'ensemble du monde rural en 2006 au lieu de 2010 comme il était prévu.

En plus de ces équipements, le gouvernement a mis en place un programme d'habitat rural basé sur le développement de pôles urbains moyens en milieu rural à travers la réalisation de programmes d'habitat, notamment dans les régions reculées, qui constituent le moyen efficace pour maîtriser l'exode et assurer les conditions nécessaires pour un développement équilibré du territoire national.

Le secteur agricole, l'un des piliers de notre tissu économique et de l'autosuffisance alimentaire, a été au centre de l'intérêt du gouvernement dont la politique a été basée sur deux axes centraux, le premier consiste en l'appui à l'organisation des agriculteurs, en contribuant à la création de coopératives agricoles qui constituent, pour les petits d'entre eux notamment, un cadre adéquat pour l'amélioration de leur vie économique et sociale. Le second vise à poursuivre la construction de barrages pour consolider et élargir les régions irriguées en donnant la priorité à la petite

et moyenne hydraulique, eu égard à son rôle dans la garantie d'une production agricole et la valorisation des ressources hydriques.

Des ressources importantes ont été investies dans ce domaine qui ont permis la construction de plusieurs barrages, dont cinq destinés essentiellement à l'irrigation, outre l'équipement de plus de 65 000 hectares supplémentaires pour l'irrigation et l'aménagement de 53 000 autres.

Ces réalisations ont été accomplies en adoptant une nouvelle méthodologie visant à intégrer l'ensemble des opérations pour éviter le gaspillage et la dilapidation des ressources, résultat du manque d'harmonie entre la construction des barrages et l'équipement des terres. Cette désharmonie a été à l'origine dans le passé de la perte de plus de 1,4 milliard de mètres cube d'eau, alors que 154 000 hectares de terres en aval des barrages sont restés non équipés, ce qui nous a incité à mettre en place une commission ministérielle de l'eau présidée par le Premier ministre, à laquelle nous avons confié la tâche de veiller à la coordination de la politique sectorielle dans le cadre d'une vision globale et harmonieuse pour la mobilisation, l'exploitation et la préservation de nos ressources hydriques conformément aux hautes orientations de Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste.

Nous avons entamé la mise en œuvre des mesures nécessaires pour la réforme de ce secteur à tous les niveaux : mobilisation, distribution, utilisation des eaux et autres, et nous avons financé 40 projets intégrés qui couvrent 2,5 millions d'hectares dans les régions bours, dans la perspective de réduire les disparités régionales.

Parallèlement, nous avons réalisé des projets d'aménagement foncier de base pour améliorer la capacité productive des terres et soutenir les agriculteurs pour parvenir à une utilisation optimale des facteurs de production et à la préservation des eaux et des sols.

Monsieur le Président,
Honorables députés,

Nous ne pouvons parler de l'agriculture et du monde rural sans évoquer le phénomène de la sécheresse qui a pris un aspect structurel dans notre économie. Pour y faire face, il a fallu mettre en place un programme de développement déconcentré, basé sur la mobilisation de tous les acteurs et auquel d'importantes ressources financières ont été affectées dans le cadre du Fonds de développement rural. Ces ressources se sont élevées jusqu'à présent à 8 milliards de dirhams avec une priorité aux opérations structurelles et une préférence aux petites et moyennes entreprises locales dans l'œuvre de réalisation, en plus de l'adoption d'une procédure administrative simplifiée et rapide.

Effectivement, l'évaluation globale des projets réalisés a montré que les résultats ont été satisfaisants et ont permis à coup sûr d'alléger les effets négatifs de la sécheresse. Ainsi, aucune aggravation de l'exode rural ou perte inquiétante de ressources animales n'a-t-elle été enregistrée. Il s'avère, ainsi,

que les effets de la sécheresse sur le plan économique ont été réduits progressivement. Je me contente de rappeler les importantes réalisations de ce programme qui a permis la création de 19 millions journées de travail et l'alimentation en eau potable de plus de 1,6 million d'habitants.

Je ne manquerai pas de noter que ce programme a été l'une des performances les plus fructueuses et les plus efficaces que le gouvernement d'alternance a eu l'honneur de concevoir et de mettre en œuvre.

Soucieux d'assurer la continuité de la réalisation de ces opérations intégrées, le gouvernement s'attelle actuellement à mettre en place un régime approprié au Fonds de développement rural pour lui garantir des ressources financières stables. Nous considérons que cette mesure est d'une grande importance puisqu'elle permet de se départir des interventions antérieures de l'Etat en pareilles situations, marquées par l'improvisation.

Le gouvernement a œuvré également pour la restructuration de la Caisse nationale du crédit agricole pour en faire un instrument générateur d'une dynamique financière permettant de stimuler les échanges économiques en milieu rural, eu égard à leur rôle principal dans le développement rural. Le gouvernement a procédé dans ce cadre à un traitement satisfaisant de l'endettement des agriculteurs qui a nécessité une contribution directe de l'Etat d'un montant de 1,2 milliard de dirhams.

Je voudrais souligner enfin, que le secteur des eaux et forêts n'a pas échappé à nos préoccupations, puisque que nous avons mis l'accent sur sa dimension stratégique à moyen et à long termes, dans la préservation et l'amélioration des ressources hydriques, la sauvegarde de la biodiversité dont regorge notre pays. A travers la mise en place d'un cadre juridique sur les zones montagneuses, nous aspirons à permettre aux habitants de ces régions de mettre en valeur leurs propres ressources.

Suivant la démarche que nous avons adoptée en matière de développement rural, des programmes de développement sont en cours de réalisation dans les provinces du Nord et comportent des projets à caractère local et des projets d'aménagement du territoire telle la rocade reliant Tanger à Saïdia sur un trajet de 555 km avec un investissement de 5 milliards de dirhams, dont 80 km ont déjà été réalisés dans la perspective de désenclaver ces régions et offrir de larges opportunités d'investissement dans les régions du nord du Royaume.

Ainsi, Monsieur le Président, nous estimons que la situation du monde rural a enregistré durant le mandat du gouvernement d'alternance une amélioration à la fois importante et relative en dépit des trois années consécutives de sécheresse, ce qui prouve l'efficacité de la démarche que nous avons entreprise et qu'il faut poursuivre en privilégiant les réformes structurelles de fond ainsi que la rationalisation de l'exploitation de nos ressources naturelles.

Les bases d'une société moderne et démocratique

Monsieur le Président,
Honorables députés,

La présentation de ce bilan ne doit aucunement être perçue comme une autosatisfaction, même si l'on ne peut minimiser ce qui a été réalisé par le gouvernement d'alternance lors des dernières années, sous la conduite et la sollicitude de Sa majesté le Roi, que Dieu L'assiste. Je suis persuadé que cette étape, comme cela a d'ailleurs été souligné par le Souverain, a permis à « l'ancienne opposition d'acquérir la culture de gouvernement et à l'ancienne majorité de jouer le rôle de l'opposition constructive ».

Le nombre impressionnant de projets de loi adoptés au cours de cette législature demeurera présent à l'esprit. Il a en effet atteint 161 lois sur un total de 181 projets soumis aux deux chambres. Cette même législature a également été marquée par l'adoption de 20 propositions de loi, un nombre record. Ces chiffres font de cette législature la plus riche étape qu'a connue notre pays en matière de réalisations législatives.

Je demeure persuadé que beaucoup reste à faire. Je suis conscient, tout comme vous, de l'ampleur des défis qui interpellent notre pays, des préoccupations d'une partie de notre jeunesse face aux problématiques de l'emploi et de la marginalisation, des soucis des entreprises face à l'ouverture. Je suis également conscient que nous n'avons d'autre choix que d'aller de l'avant sur la voie de la réforme de nos institutions et de nos structures économiques et sociales.

Les défis et enjeux majeurs auxquels notre pays fait face sont aujourd'hui clairs et bien définis, de même que les principales réformes qui constituent les fondements d'un Maroc démocratique, moderne et solidaire au XXI^e siècle ont été entamées et doivent être conduites à terme et réussies. Ces réformes concernent les domaines des libertés publiques, de la décentralisation, de la régionalisation, de l'éducation, de la formation, des nouvelles technologies de l'information et de la protection sociale.

Les orientations et les positions exprimées par Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, sur toutes les questions cruciales constituent la plate-forme de notre mobilisation derrière le Souverain pour parachever l'édification d'une société démocratique.

Il nous incombe effectivement, avant tout, de faire du processus de transition démocratique dans notre pays et de la consécration du Maroc des libertés et des droits de l'Homme un processus irréversible. Dans cette optique, les prochaines élections seront cruciales.

J'appelle, depuis cette tribune, l'ensemble des citoyens, en particulier les jeunes actifs et dynamiques à exercer leur droit de vote et à faire de cette première consultation du XXI^e siècle dans notre pays une fête de la démocratie.

D'autre part, il nous incombe de poursuivre l'application progressive de la réforme globale du système de l'éducation et de la formation considéré comme l'une des clefs de l'avenir, car il n'y a point d'avenir sans l'éducation et la formation des générations montantes.

On ne peut ne pas donner au principe de l'égalité des chances, auquel nous sommes très attachés, toute sa signification et son étendue et ce, en consacrant le droit au travail à une large échelle, l'emploi étant la clef de voûte de la dignité de l'homme et le moyen par lequel il aspire au bien-être. Nous pouvons atteindre cet objectif en continuant à œuvrer à la réduction des disparités sociales par le renforcement des réseaux de protection sociale et des mécanismes de solidarité. C'est dans ce cadre que l'institution de l'assurance-maladie obligatoire constitue la première des priorités.

Nous nous devons de poursuivre l'amélioration de l'environnement de l'entreprise et de l'investissement, de continuer à soutenir les entreprises dans leur effort de modernisation et d'encourager l'initiative, la créativité, l'audace et le mérite, le renforcement de la compétitivité de notre tissu économique étant une condition incontournable pour l'amélioration du niveau de vie de nos concitoyens et l'élévation du rang de notre pays dans le concert des nations. Aussi devons-nous avoir toujours présent à l'esprit l'échéance 2010, de plus en plus proche.

Nous devons, enfin, avoir une totale confiance en l'efficacité du choix de la politique de décentralisation et de régionalisation, car l'espace local et régional est la véritable source naturelle de l'esprit de créativité, d'innovation, de l'initiative, de l'enthousiasme et de l'action commune, espace qu'il faut valoriser en tant que véritable point de départ de l'inspiration des méthodes d'organisation de la société et de la conception de ses politiques.

Impressions personnelles

Monsieur le Président,
Honorables députés,

Permettez-moi de clore ce long exposé en vous faisant part d'une réflexion personnelle inspirée des années que j'ai passées dans la gestion de la chose publique.

Les Marocains, comme chacun peut le constater, ont une certaine tendance à ne pas prendre toute la mesure de leur valeur réelle. J'ai pu toucher du doigt aujourd'hui plus que jamais les énormes potentialités, les capacités importantes et le réservoir intarissable des compétences dont nous disposons et qui nous permettront de mener le combat de la modernité et du développement.

Oui, Mesdames et Messieurs, j'ai effectivement travaillé aux côtés de grands commis de l'Etat, de centaines de fonctionnaires anonymes qui œuvrent et qui croient en leur pays, de jeunes femmes audacieuses acquises à l'évolution, d'acteurs économiques prêts à relever le défi de la

compétitivité et de jeunes avides de progrès et de modernité. Je crois en l'avenir de notre pays et suis tout à fait convaincu de ses capacités d'affronter sereinement le nouveau millénaire.

Monsieur le Président,
Honorables députés,

Le gouvernement d'alternance que je conduis a eu l'honneur d'œuvrer aux côtés de deux grands Souverains auprès desquels nous nous sommes engagés à servir notre patrie dans un tournant précis du cheminement de notre peuple. De feu S.M. le Roi Hassan II, père de cette expérience, et de S.M. le Roi Mohammed VI, héritier de Son secret, nous avons appris la vertu du consensus, la prééminence de l'intérêt supérieur de la nation sur les intérêts personnels ainsi que le rejet des critiques et reproches qui s'éloignent de l'objectivité et de l'équité.

Fidèle à ces vertus et à mes engagements personnels et aux valeurs qui ont été miennes durant mon parcours de militant, j'ai pris conscience de l'ampleur et du poids de la responsabilité que j'assume en ma qualité de Premier ministre de Sa Majesté. Tout ceci m'a incité à privilégier la concertation, le sens de la conviction et le consensus, convaincu de la justesse de ce choix et de sa compatibilité avec les exigences du moment.

Aussi, je tiens à exprimer à mes collègues, membres du gouvernement, qui m'accompagnent dans cette marche, toute ma considération et ma gratitude pour les services rendus à leur patrie, eux qui ont pris conscience de la spécificité de l'étape que nous avons vécue et répondu à ses exigences, ce qui, par la grâce de Dieu, nous a permis d'accomplir toutes ces réalisations.

Nous implorons le Très-Haut de couronner de succès toutes nos actions et nous assister dans la concrétisation des attentes et aspirations de nos concitoyens au bien-être et à la prospérité, sous la conduite éclairée de S.M. le Roi Mohammed VI, que Dieu Lui accorde longue vie, guide Ses pas et comble le Souverain en la personne de S.A.R. le Prince Moulay Rachid et de tous les membres de l'illustre Famille Royale. Dieu exauce les vœux de ceux qui l'implorent.

Merci de votre attention. Paix et bénédiction de Dieu soient sur vous. »